

N°005

7f50

directeur de publication :  
Henri Weber  
10 impasse Guéméné  
Paris 75004  
Supplément à Rouge 331

# rouge

vendredi 27 fév. 76  
QUOTIDIEN  
COMMUNISTE  
REVOLUTIONNAIRE

## LES PARTIS FRERES... ENNEMIS!

Le XXV<sup>e</sup> congrès du Parti communiste d'Union soviétique a encore devant lui quelques jours de somnolence, mais il n'y a d'ores et déjà plus rien à attendre de cette cérémonie bien ordonnée. Les dirigeants se succèdent à la tribune pour apporter au secrétaire général l'approbation de leur région ou de leur secteur. Les rôles ont été maintes fois répétés et chacun sait ce qu'il a à dire, surtout lorsqu'il n'a rien à dire.

Le souffle de la révolution d'Octobre a depuis longtemps été étouffé par le Goulag. Le congrès se réduit à un aéropage de vieux bureaucrates animés du seul désir de durer. Ce qui n'est déjà pas si facile.

L'unanimité apparente du congrès et son conservatisme avoué ne pourront dissimuler longtemps les contradictions qui minent cette société.

D'autant plus que la situation internationale change. La crise du capitalisme européen nourrit une remontée généralisée des luttes ouvrières. Les Partis communistes qui doivent en tenir compte pour la canaliser dans un sens réformiste, développent des orientations qui ne sont plus en stricte concordance avec les objectifs diplomatiques du P.C.U.S.

Si Brejnev peut se féliciter de la caution que lui a apporté un dirigeant aussi prestigieux que Fidel Castro, les secrétaires généraux des grands Partis communistes comme Marchais et Carillo manquaient à l'appel... Les rappels à l'ordre de son rapport sur l'internationalisme prolétarien, compris comme un soutien inconditionnel aux agissements de la bureaucratie soviétique, n'auront eu que peu d'impact. Santiago Carrillo y a répondu hier de Rome en déclarant que « le socialisme en URSS est à l'état primitif... » et que « Moïcou n'a pas le droit de condamner les P.C. occidentaux ». Le même jour, L'Humanité rappelait sa ferme condamnation de la politique pro-atlantique de Giscard, seul commentaire à propos des complaisances du Kremlin envers le président français...

Le stalinisme n'est pas mort; mais le monolithisme stalinien est au plus mal.

Alain Krivine

## PRIX : HAUSSE RECORD

L'indice des prix a augmenté de 1 % en janvier annonce-t-on officiellement. Voilà qui mettra un terme aux cris de victoire de Fourcade sur sa politique anti-hausse. C'est le plus fort taux d'augmentation depuis six mois. L'indice de la CGT, quant à lui, fait apparaître une hausse de plus 1,1 %

# Lecanuet: plutôt la guillotine que le lynch



## Les milices des silencieux

Ce cafetier est membre de la milice de Sommedieue (Meuse) mise en place il y a un an. Mais il pourrait appartenir à celle de Montauroux (Var) dont la municipalité vient de créer un corps de volontaires - non armés - pour assurer la sécurité des villageois. Ou à celle de Nice où un service de « vigiles » privés est chargé de missions de prévention et de protection.

Les silencieux parlent avec la poudre, laissant à leur ministre Poniatowski le soin de les justifier, au nom de « l'insécurité ».

Interviewé jeudi par Radio Monté-Carlo, Jean Lecanuet a déclaré que si la justice hésitait à recourir à la peine de mort, elle encouragerait les français à se faire justice eux-mêmes, « réaction spontanée d'un pays qui aurait le sentiment que sa justice ne sait pas faire face aux situations avec la fermeté nécessaire ». Scandaleuse philosophie de shériff, sans s'interroger sur la façon dont « l'opinion » est excitée et fabriquée par la campagne gouvernementale, légitime le recours au lynch et invite les français (les entrepreneurs en milices privées), à se faire justice au cas où les tribunaux donneraient des signes de faiblesse.

Deux ministres d'Etat prennent ainsi la tête du peloton de lyncheurs légaux. Ce qui aurait largement mérité un limogeage n'appelle de la part de Giscard qu'une remontrance publique. Le conseil des ministres sur la sécurité a montré que tout ce joli monde concordait sur le fond : utiliser le chantage à la peur pour renforcer tous les arsenaux répressifs du pouvoir. Ce n'est pas par hasard si, dans la même interview à Monte-Carlo, Lecanuet a lié la défense de la sécurité à la lutte contre « le péril communiste » : « le souci de sécurité des français doit les conduire à écarter tout risque d'arrivée des communistes au pouvoir » !

VOIR PAGE 4

ALGER  
22 ANS APRES :

## MITTERRAND DEFEND TOUJOURS LA FRANCE

il était de bonne guerre que Boumédiène se serve de la présence à Alger de Mitterrand pour exercer une sérieuse pression sur Giscard et le mettre en difficulté. Les dirigeants algériens ne mâchent pas leurs mots. Ils accusent Giscard : « en raison de la classe sociale qui le soutient » de préférer le royaume marocain à l'Algérie socialiste et de « s'être écarté de la voie de l'indépendance pour s'inscrire dans celle de la défense des intérêts américains ». Ils accentuent leur pression sur l'Elysée en envisageant « un resserrement des liens entre les deux peuples à défaut de ceux entre les deux Etats ». Il est prévu de mettre en place une commission permanente commune du parti socialiste français et du FNL.

Les déclarations à Paris de : Chinaud et Dominati font apparaître l'embarras du pouvoir qui mène une politique empirique à la petite semaine. Mais Mitterrand semble également mal à l'aise devant l'accueil trop chaleureux qui lui a été réservé et le trop grand succès de ce voyage semi-officiel. Au point d'éprouver le besoin de faire sur le champ une profession de foi patriotique ; Non, il ne bradera les intérêts de la bourgeoisie française.

Voir page 5

## PICABIA AU GRAND PALAIS

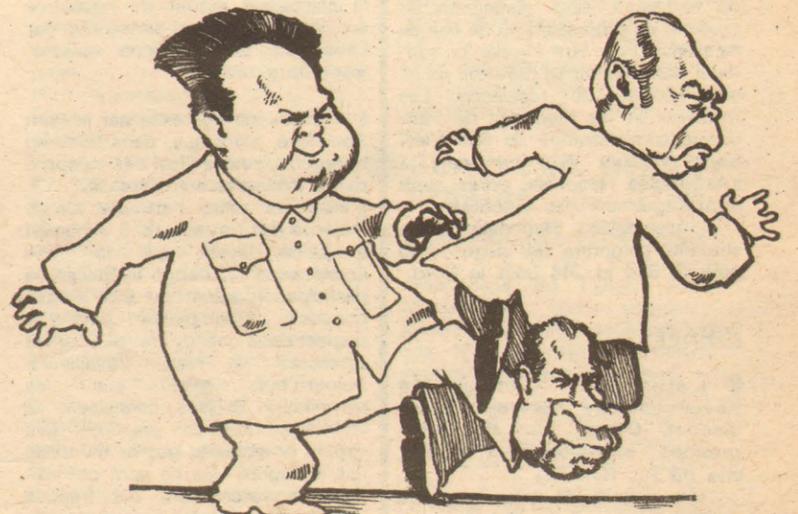
« Que faites vous ici, parqués comme des huitres sérieuses (...) ? »  
(manifeste cannibale dada. 1920)

La rétrospective Picabia du Grand Palais de Paris (1) est importante à un double titre ; non seulement parce qu'elle permettra à beaucoup de découvrir une œuvre majeure de la première moitié du siècle, « fondée sur la souveraineté du caprice, sur le refus de suivre, tout entière axée sur la liberté, même de déplaire » (Breton, « A dieu ne plaise » in *Perspective cavalière*) mais aussi parce que cette œuvre est la mieux à même de servir d'introduction à toute peinture moderne.

La trajectoire de Picabia se développe à l'inverse de toute « réussite » artistique. Il part d'une jeunesse comblée et du succès, dès l'adolescence, d'une peinture impressionniste en devenant académique, et meurt presque réduit à la misère, s'étant détourné dès que sa quête inquiète, incessante l'amenait à « trouver ».

(1) jusqu'au 29 mars.

Voir page 10





## aux quatre coins du monde

### COLOMBIE :

● Quinze syndicalistes colombiens ont été arrêtés au siège du ministère des finances à Bogota, en grève depuis une semaine. Les revendications des grévistes portent sur l'amélioration des salaires et l'application d'un accord passé en avril dernier avec l'administration. La grève touche quatorze mille employés.

### BRESIL :

● Près de vingt personnes, dont cinq parlementaires du Mouvement Démocratique Brésilien (MDB), le seul parti d'opposition légal au Brésil, ont été arrêtés le week-end dernier. Ces arrestations qui interviennent deux mois après le limogeage de deux députés du MDB, soupçonnés d'entretenir des relations avec le parti communiste brésilien (clandestin), indiquent très clairement que la vague de répression qui s'abat sur le Brésil depuis plusieurs mois, n'est pas prête de s'atténuer. Autant de raisons pour nous, de préparer comme il se doit le voyage que doit faire le président Geisel en France dans le courant du mois d'avril.

### LAOS : LA REACTION NE DESARME PAS.

● Un manifeste, parvenu au bureau de l'AFP à Bangkok fait état de la constitution au Laos d'un « Front populaire Laos » rassemblant des groupes nationalistes engagés dans des actions armées, de type guérilla, contre le nouveau pouvoir révolutionnaire. Ces groupes seraient responsables de divers incidents dans plusieurs provinces dont un attentat manqué, au cours d'un meeting, contre le secrétaire du Parti Communiste Lao, M. Kayson Phommvihane.

### LES ELECTIONS AU VIETNAM.

● Les élections générales auront lieu le 25 avril au Viet-Nam nord et sud. Ce sont les organisations révolutionnaires de masse qui procéderont au choix des candidats. Ceux-ci seront ensuite présentés aux comités électoraux de quartiers par le Front de Libération National et l'Alliance des Forces Nationales et Pacifistes. Le nombre de sièges a été fixé à un par 100 000 habitants. Sont électeurs tous ceux qui peuvent justifier d'au moins 18 ans de résidence, sans distinction de religion, de profession ou de lieu de naissance. Pour être éligible, un candidat doit pouvoir se prévaloir de 21 ans révolus de résidence. Les militaires et les membres de l'ancienne administration du Sud Viet-Nam pourront être candidats à l'Assemblée Nationale, après avoir reçu l'agrément des autorités.

L'Assemblée Nationale constituante comptera 488 sièges : 240 pour le Sud et 248 pour le Nord.

### ISRAEL

● L'alliance Communiste Révolutionnaire (Maavak) s'auto-dissout. C'était l'un des trois groupes anti-sioniste à la gauche du PC Rakah. Une partie de ses membres devrait rejoindre Rakah, les autres militants se sentant plus proches de Matzpen.

## portugal

### LES DISSENSIONS AU SEIN DU PARTI SOCIALISTE

En ce début de campagne électorale, Mario Soares présente clairement l'alternative : ou gouvernement de la droite, après les élections législatives. Aujourd'hui la direction du Parti Socialiste se déclare prête à laisser la droite gouverner plutôt que d'envisager de placer sa campagne électorale sous l'hypothèque d'une éventuelle alliance avec le Parti Communiste. Cette attitude rend compte de l'orientation stratégique de Mario Soares (il déclarait à Vienne que la situation au Portugal tendait à se rapprocher de celle des pays scandinaves et germaniques où le PS n'a pas besoin de faire alliance avec le Parti Communiste). Elle rend compte aussi de son souci électoraliste de réduire au maximum la perte des voix qui s'était portée sur lui par « anti-communisme »

aux précédentes élections. Aujourd'hui le PPD et surtout le CDS sont autrement plus crédibles pour la bourgeoisie qu'en 1975. Mais cette attitude au Parti Socialiste, peut amener à ce que les partis réformistes (PC-PS), majoritaires mais opposés, laissent la droite gouverner. Cette position du PS ne fait pas l'unanimité. Depuis le 25 novembre est apparue, à propos de la défense de l'unité syndicale, et surtout de la réforme agraire et même de la lutte contre le gel des salaires et la suspension des contrats de travail, une aile gauche du PS, fortement implantée parmi les responsables syndicaux et la jeunesse socialiste, et dont le dirigeant semble être Lional Cardoso, actuel ministre de l'agriculture. Ainsi l'interview ci-dessous diffère-t-il du ton des déclarations de Mario Soares.

## "il faut que la gauche l'emporte aux élections"

nous déclare José Leibaio

José Leibaio est directeur de l'organe de presse des Jeunesses Socialistes, « Joven Socialista », membre du secrétariat national des Jeunesses Socialistes, membre du comité directeur du Parti Socialiste.

ROUGE - Dans le cadre du renforcement de l'offensive de la droite après le 25 novembre, est-il possible de réaliser un front commun entre les organisations de gauche et d'extrême-gauche ?

Réponse - Au Portugal il n'est pas

possible d'initier un tel front commun. Si tout le monde est d'accord pour combattre les fascistes, il est possible de former un front commun sur ce terrain. Quand les fascistes interviennent dans une école, il faut leur faire face, et là-dessus il n'y a pas de question. Mais après, sur d'autres terrains, sur les élections universitaires, c'est quasiment impossible. Au Portugal, il y a une trop grande division des forces de la gauche.

ROUGE - La situation sociale est loin d'être stable au Portugal. Un certain nombre de luttes se mènent, à la Molaslex, à la Sacar.

Dans ce contexte de lutte, que penses-tu de l'état du mouvement ouvrier organisé et surtout du mouvement syndical ?

Réponse - Je pense que les luttes auxquelles tu fais référence sont la preuve vivante que la voie de la révolution reste ouverte, qu'il ne faut pas sous-estimer les capacités de lutte de la classe ouvrière portugaise. La rencontre d'Aveiro, fin janvier, des dirigeants syndicaux du parti socialiste a été un événement déterminant, car elle s'est tenue dans une période très importante. Une alliance se prépare entre certaines forces pour créer une deuxième centrale syndicale. C'est le désir inavoué du PPD qui tente de s'implanter dans les secteurs des services au nord du Portugal, et du MRPP (Mouvement pour la Reconstruction du Parti du Proletariat), maoïste orthodoxe. Notre position est très claire : nous ne voulons qu'une seule centrale syndicale. Une centrale unique ne serait pas démocratique si elle ne reconnaissait pas le droit de tendance pour les différents courants du mouvement ouvrier.

Rouge - Mario Soares a affirmé que

le parti socialiste ne ferait aucune alliance pour les législatives. Mais après ? Après il y aura les présidentielles. Il est certain qu'aucun parti, même aux législatives, n'aura la majorité. Le parti socialiste par contre peut-être amené à former le gouvernement comme premier parti. Quelles alliances constituera-t-il alors ?

Réponse - Nous ne voulons pas que les élections présidentielles aient lieu en même temps que les législatives. (...) Nous ne voulons pas que le choix du candidat présidentiel empêche que notre campagne électorale soit très fortement dirigée contre le PPD et les partis de droite. En ce qui concerne la période post-électorale, on ne connaît pas les résultats que va faire le PC ; or ils vont peser fortement sur la décision. Les bases du PS comprennent très bien qu'il devrait y avoir un ennemi commun et un objectif commun avec le PCP. Mais il n'y a pas encore de possibilité de programme commun. Il n'y a eu aucune modification même là-dessus. Il ne faut pas brûler les étapes. J'espère que le parti socialiste sera le grand gagnant de ces élections et que ce sera le résultat d'une campagne très dure contre la droite, qui a repris des forces depuis le 25 novembre. J'espère que le parti communiste ne sera pas écrasé électoralement, et qu'il existera suffisamment, avec suffisamment de forces. Ce qu'il faut, c'est que la gauche dans son ensemble soit majoritaire. Il faut lutter pour cela, et éviter les erreurs. Je le répète, j'espère que la gauche sera majoritaire, qu'elle sera sage, et qu'elle placera au premier plan les intérêts des ouvriers, la possibilité de continuer la révolution.

## GRANDE-BRETAGNE

### contre le plan d'austérité de Wilson congrès syndical contre le chômage

Lors de la réunion du comité exécutif du Parti travailliste, mercredi, la tendance de gauche a perdu le vote pour un Congrès spécial du Parti sur la situation économique.

Au parlement, les députés du groupe Tribune (tendance de gauche travailliste) ont dénoncé le projet de loi sur la réduction des dépenses publiques comme étant une trahison du manifeste électoral du Parti travailliste. Mais qu'ont-ils l'intention de faire ? Il semble qu'une trentaine de députés de la gauche travailliste vont refuser de voter ce projet de loi. Mais très peu voteront contre car ils considèrent cette position comme aventuriste et disent qu'elle permettrait au Parti conservateur de revenir au pouvoir.

La bureaucratie syndicale, quant à elle, n'a soulevé aucune critique sérieuse sur ce nouveau projet de loi. Elle a seulement l'intention de voir Wilson pour discuter des subventions et du budget de l'éducation.

Malgré la passivité de la gauche du Parti travailliste et de la bureaucratie syndicale, la colère de

la classe ouvrière commence à se faire entendre. La grève actuelle de l'automobile et de la métallurgie contre les licenciements montre que les travailleurs sont prêts à lutter si une direction leur est donnée. Dans le secteur public les dirigeants syndicaux commencent à faire du bruit. Vendredi, une manifestation organisée par le syndicat des étudiants (NUS) pour la défense de l'éducation devrait regrouper la plupart des syndicats étudiants et enseignants. La centralisation de ces luttes fragmentées est nécessaire et commence à se réaliser par la mobilisation pour un congrès sur le chômage en mars. Ce congrès est organisé par les cadres moyens des syndicats sur lesquels s'exercent le plus de pressions dans les entreprises.

Pour organiser une lutte victorieuse contre la politique de Wilson, un tel congrès devrait mettre en avant l'échelle mobile des heures de travail et la nationalisation des entreprises en crise et qui licencient.

Correspondant Londres 26 février

## SUISSE

### Une initiative sur la participation

la campagne autour de l'initiative sur la participation, présentée par l'ensemble des syndicats suisses, vient de s'ouvrir.

L'initiative est soutenue par le Parti Socialiste, alors que, dans le camp bourgeois, seul le Parti des indépendants (conservateur) l'appuie.

L'inconnue reste l'attitude de la majorité des travailleurs. Il y a un an à peine, avant que la crise économique ne frappe la Suisse, la participation aurait pu être exigée comme « récompense pour le respect de la paix du travail » par les syndicats et les travailleurs. Aujourd'hui, alors que les travailleurs Suisses connaissent le chômage pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale (les immigrés - qui ne sont pas appelés à voter - ont été frappés massivement par les licenciements : 100 000 d'entre eux ont perdu leur emploi et ont dû quitter la Suisse en

1975), les dirigeants syndicaux ont du mal à expliquer que la participation fournit une solution à la crise de l'emploi. Mais dans un pays qui connaît la paix du travail depuis 40 ans et où le droit de grève est interdit, les révolutionnaires n'ont rien à attendre d'une défaite des dirigeants syndicaux : elle ne ferait que renforcer l'arrogance et l'offensive anti-ouvrière du patronat suisse. Mais ils n'ont pas non plus à pousser les travailleurs à investir leurs espoirs et leur énergie dans un projet qui représente à bien des égards un piège. C'est pourquoi la Ligue Marxiste Révolutionnaire (section de la IVème Internationale) fait campagne pour un vote blanc le 21 mars prochain, en insistant sur les véritables terrains sur lesquels les travailleurs doivent lutter pour défendre leur emploi et leur niveau de vie.

Lausanne, 26 février

F. Conseth.

## ESPAGNE

### face aux grèves, le régime s'accroche au franquisme

Alors qu'une nouvelle vague de grèves se développe en Espagne, et en Catalogne notamment, le régime de Juan Carlos continue à veiller sur le patrimoine de la dictature franquiste. Felipe Gonzales, secrétaire général du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol a dû renoncer à une conférence qu'il devait tenir à Alicante, à la suite de menaces de mort que lui ont adressés les « guérilleros du Christ Roi ». D'autre part, les autorités universitaires de Salamanque ont refusé sous un prétexte futile de donner une salle au professeur Enrique Tierno Galvan, président du Parti Socialiste Populaire (membre de la junte démocratique) qui devait donner une conférence dans cette université d'où il fut radié « pour activités politiques », voici onze ans.

Simon Sanchez Montero, membre du Comité Central du Parti Communiste est toujours

détenu, à la suite d'une réunion publique où il a pris la parole à l'université de Madrid ; c'est déjà sa seconde arrestation depuis la mort du dictateur. Enfin, un gréviste a été tué par la police mardi à Alicante.

Ces actes d'arbitraire illustrent bien une situation où les brutalités policières habituelles se perpétuent.

On comprend que ce simulacre de démocratie à pas de tortue finisse par exaspérer les travailleurs déjà en butte au chômage et aux effets de la dévaluation de la peseta. Après les grandes grèves de janvier à Madrid, une nouvelle vague de luttes déferle, dont le point fort est cette fois la Catalogne. Mais les débrayages se multiplient également dans les Asturies, à Séville, à Madrid... Au total, il y avait jeudi plus de deux cent mille travailleurs en grève dans l'ensemble du pays.

## L'URSS à l'heure du 25<sup>e</sup> congrès « COMMUNION DES ESPRITS ET DES BRAS »

Comme on s'y attendait, la deuxième journée du Congrès, consacrée au débat, n'a vu bien entendu aucun débat s'engager, aucune note critique s'élever, comme d'habitude, l'unanimité est de règle : « communion des esprits et des bras » titrait magnifiquement un article de la Pravda du 24. Brejnev a donné la ligne, à charge aux camarades délégués d'insister sur certains points. C'est ce qu'ils ont fait dans un protocole immuable, avec des interventions d'une haute tenue : ainsi Grichine, premier secrétaire du comité du Parti de Moscou, notant le nombre croissant d'étrangers dans la capitale, a insisté sur la nécessité « d'éduquer les habitants pour leur permettre de mieux faire face à leur influence ». Sans doute faisait-il allusion à l'influence pernicieuse des délégations des PC occidentaux « opportunistes ». Seraient ils venus arracher quelques fous furieux à un asile anti-soviétique, pardon... « quelque antisoviétique à un asile de fous », comme semble le redouter un certain premier secrétaire de Biélorussie, Macherov, évoquant l'affaire Pliouchtch. « Pourquoi faudrait-il donner des libertés à ceux qui veulent lutter contre notre démocratie ? », demande naïvement Mjavanadzé. En effet pourquoi ? Plissonnier à qui échet le rôle ingrat de remplacer Marchais à Moscou, en tremble encore !



pèle-mêle contre les « déviationnistes de droite et de gauche » du mouvement communiste. Ensuite ce fut le tour des

délégations étrangères. Husak, le tchèque a osé affirmer sans rire que « L'amitié, l'union et la coopération avec l'URSS constituent des conditions décisives pour le développement socialiste de la Tchécoslovaquie, pour sa liberté et son indépendance ». Une liberté et une indépendance qui sans la présence affectueuse de quelques divisions blindées soviétiques auraient sans doute sombré dans les frasques d'un certain printemps de 1968. L'Est-allemand Honecker, pour sa part s'est contenté de féliciter chaleureusement le PCUS « bataillon le plus expérimenté du mouvement communiste ».

D'autre part, il est surprenant de voir les représentants des PC vietnamiens et cubains rejoindre, sans notes discordantes le concert des louanges à l'union soviétique. Ainsi Le Duan, premier secrétaire du PC vietnamien, a exprimé sa « reconnaissance profonde et sincère au parti communiste, au gouvernement et au peuple soviétique, qui considèrent le soutien au peuple vietnamien comme une exigence du cœur et de leur conscience ». Oublié le temps où Nixon serrait la main de Brejnev en plein bombardement d'Hanoï. L'intervention la plus attendue était celle de Castro qui n'a pas déçu son auditoire, en rendant un touchant hommage à l'URSS : « Bouclier solide qui protège les peuples petits et faibles des tentatives agressives de l'impérialisme ». Et ce fut un beau motif de satisfaction pour Brejnev que de voir le véhément « barbudo » se ranger définitivement dans une défense inconditionnelle de la politique soviétique, à l'heure où les tendances centrifuges secouent de plus en plus durement les mouvements communistes internationaux.

Sacha Blumkine

## RHODESIE LA BOURGEOISIE RHODESIENNE EN PERIL

L'évolution politique et militaire en Afrique Australe après la victoire du MPLA et la situation interne circulaire de la Rhodésie a permis à la Grande-Bretagne d'obliger le gouvernement Smith à accepter sa présence dans les négociations sur le rôle à venir de « la majorité noire ». 5.800.000 noirs, 273.000 blancs : deux chiffres qui situent le problème. Le gouvernement Wilson est conscient que l'intransigeance de Smith (qui fait pourtant figure de modéré au sein du Rhodesian Front Party) risque très rapidement d'aboutir à un affrontement catastrophique pour ses intérêts et ceux de la bourgeoisie rhodésienne. La fermeté dont il fait preuve est à la mesure des urgences. Un double refus donc de sa part : ne pas être entraîné dans la négociation d'un règlement constitutionnel dont la logique viserait à différer toute solution ; refus d'intervenir militairement en vue de protéger les colons dans le cas d'une guerre raciale.

Forts de l'appui logistique du Mozambique et de l'Angola, du revirement de la Zambie et de la prudence de l'Afrique du Sud, les nation-

listes de l'ANC (Congrès National Africain) font preuve de fermeté pour une solution rapide. Mais à l'analyse, la médiation de Londres réclamée par l'ANC-Nkhomo ou les pressions de la diplomatie Zambienne (ANC Muzorewa) témoignent d'une stratégie concertée avec la Grande-Bretagne dans une perspective conciliatrice. L'hypothèse d'une transition vers un Etat néo-colonial multi-racial ne remettant pas en cause les rapports de production dominants en Rhodésie est réelle.

Ceci dit, il est probable qu'à terme, la législation des organisations africaines sera de nature à relancer les mobilisations des masses noires, la multiplication des grèves obligeant la communauté blanche à reculer davantage. Il faudra donc s'interroger à l'avenir pour savoir si les objectifs démocratiques des directions nationalistes seront dépassés sous la mobilisation des masses noires où si au contraire, en liaison avec les Etats néo-coloniaux de la région, ils aideront à conforter une stabilisation favorable à l'Afrique du Sud, dans le cadre de « la détente » qu'elle voudrait instaurer.

## SAHARA OCCIDENTAL

### LES APPETITS S'AIGUISENT

Le 26 février les restes de l'administration espagnole ont quitté le Sahara occidental. Ce départ marque la dernière phase de l'accord de Madrid, de novembre 1975. Depuis, le projet de remplacement militaire rapide de la présence espagnole par le Maroc, a abouti à un échec.

Faute d'une solution acquise par le fait accompli et la force, toujours recherchée, l'intense activité diplomatique vise une solution négociée. L'accord à trouver devrait permettre de satisfaire les intérêts des parties en présence.

Le Maroc et la Mauritanie s'appuient sur leur présence militaire et la mise en place d'une Djemaa (assemblée de notables) fantoche pour obtenir un accord en leur faveur. Ils visent par la convocation de l'assemblée à forcer le Polisario à négocier sous leur fourches caudines.

L'Organisation de l'Unité Africaine actuellement réunie à Addis Abeba parle de reconnaître le Front Polisario et Mahmoud Riad, secrétaire de la Ligue arabe, rencontre ses représentants à Alger. Ces initiatives diplomatiques tendent à accroître les rapports de force en faveur de l'Algérie et du Front.

L'impérialisme n'ayant pas réussi à imposer sa solution les grenouillages actuels visent à trouver un équilibre entre ses intérêts et ceux des protagonistes régionaux. A ces marchandages les masses saharouies n'ont rien à gagner.

Leur autonomie et leur indépendance ne peuvent en aucun cas faire l'objet de marchandage et de compromis. La lutte des masses saharouies peut être un facteur important pour l'avenir du combat des masses arabes dans la région.

Ben Khaled

## REVUE DE PRESSE

L'Humanité Rouge ne nous déçoit pas ; en première page, un éditorial y dénonce « la sinistre farce de Moscou ». Serait-ce que les camarades d'HR y fustigeraient l'héritage stalinien ? Vous n'y êtes pas. On y apprend que le XXV<sup>e</sup> congrès est dans la droite ligne d'un XX<sup>e</sup> congrès qui avait vu le « rapport Kroutchev cracher sur l'œuvre de Staline, que le peuple soviétique « vit sous la botte fasciste de Brejnev et de sa clique », que « l'Union soviétique est devenue une vaste prison pour les peuples des différentes nationalités ». Ah ! qu'il était bon le temps où le « Grand camarade Staline », à coups de procès de Moscou, de déportations massives de nationalités, d'extermination de la vieille garde bolchévique, faisait de l'URSS « Le pays le plus démocratique du monde ».

Plus subtil, le Quotidien du Peuple du 24, titre « le congrès des nouveaux bourgeois ». « L'ambition de domination » des « nouveaux bourgeois » est illustrée par l'Angola qui « vient récemment d'en être la victime ». On le voit, la pudeur n'est pas de mise chez les camarades du PCR. Quant à la situation intérieure, à défaut de perspectives, le Quotidien du Peuple nous ramène sans rire à la seule référence qu'il connait : la période stalinienne.

« Il devient de plus en plus difficile », à T. Wolton dans Libé, de présenter cet homme, ce pays, gris, terne, morne, comme le socialisme, qu'on promet aux hommes ici et là dans le monde », pourquoi, demande-t-il dans Libé du 26, les dirigeants soviétiques « plutôt que de changer de régime, s'accrochent-ils désespérément aux sacro-saints principes d'une théorie qu'ils ont pourtant maintes fois, eux-mêmes révisée ». L'URSS, et en cela nous partageons son avis, n'est pas ce « socialisme qu'on promet aux

hommes », mais s'est-il jamais demandé ce que représentait — au-delà des mots — les « sacro-saints principes de la théorie ? » Pense-t-il qu'un jour la classe ouvrière soviétique acceptera de remettre, parce que la bureaucratie en aura décidé ainsi, les usines aux capitalistes ?

Mais attention ! dans le bilan qu'il nous présente, l'auteur ne voit pas exclusivement des aspects négatifs pour les « maîtres du Kremlin » : sur le plan international, nous dit-il, « la puissance soviétique se montre de plus en plus sûre d'elle-même. En une année passée, 1975, qui a vu sa grande rivale, l'Amérique impériale, être défaite par un petit peuple d'Asie. En une année nouvelle, 1976, qui voit un nouveau pays d'Afrique, l'Angola, naître à grands coups d'aide militaire, de chars soviétiques ». T. Wolton pêche par-là par omission et, plus grave, encore, par myopie politique.

Nous ne sommes pas de ceux qui disent (ou qui pensent ?) que l'URSS « ne cherche aucun avantage d'Etat », mais peut-on la mettre sur un même plan que les Etat-Unis alors qu'elle a soutenu et soutient — jusqu'à preuve du contraire — au Vietnam les révolutionnaires et les progressistes en Angola, tandis que sa « grande rivale » se faisait le suppôt des Thieu de tous pays ?

Vous qui en doutez, apprenez que la situation « 20 ans à peine après la Révolution dans des conditions de lutte intense contre les anciens paysans riches, dans des conditions de développement industriel et technique autrement plus difficiles, les objectifs du plan étaient atteints et même dépassés ». On rêve. De la famine provoquée par la politique stalinienne, responsable de millions de morts, pas un mot ; du trucage des résultats du plan, rien...

Georgii Stepanovitch

## JOURNEES D'ACTION DES GROUPES « TIERS MONDE » LES 28 ET 29 FEVRIER

Deux journées nationales d'action consacrées à la politique française à l'égard des pays en voie de développement sont organisées les 28 et 29 février par les groupes « Tiers Monde ».

La principale manifestation de ces deux journées sera un forum-exposition le 29 février de 15 h à 19 h, au palais de la mutualité à Paris. 25 associations y participeront. Un débat sur les rapports « Nord-Sud » sera organisé avec notamment la participation de M. Kamitatu-Massamba, ancien ministre de Patrice Lumumba au Congo ex-belge, de Sally N'Dongo secrétaire de l'Union générale des travailleurs sénégalais en France.

Diverses manifestations se dérouleront à Rennes, dans le Maine et Loire, à Lyon, à Lille, à Mulhouse, à Rouen et à Nîmes, sous la forme d'expositions itinérantes, de débats et de sketches dans la rue.

## LA REUNION : Grève illimitée des ouvriers du bâtiment

Depuis le 24 février les ouvriers du bâtiment sont en grève illimitée à l'appel de la CGT et de la CFDT. Ils exigent une augmentation des salaires immédiate de 10% et une autre augmentation du même taux pour le 10 juillet prochain.

## QUA : UNE DENON- CIATION DE L'IM- PERIALISME FRANÇAIS

à la 26<sup>e</sup> Conférence ministérielle de l'OUA, Eteki Mboumoua, son secrétaire général, a dénoncé le référendum que le gouvernement Giscard voudrait organiser à Djibouti, le qualifiant de « consultation inutile ». Il a également mis en cause le colonialisme français dans « son entreprise illégale visant à balkaniser les Iles Comores et à conserver sa souveraineté sur Mayotte, partie intégrante de l'entité comorienne ». La consultation mahoraise étant qualifiée de « mascarade ».

Après le conseil des ministres sur la sécurité

## SECURITE ET SECURITES

• Législation renforcée contre des associations de malfaiteurs, pas d'augmentation des sanctions pour les responsables d'accidents du travail...

Les piètres résultats du Conseil des ministres tranchent avec la publicité qui avait entouré sa préparation, ainsi qu'avec le vacarme des opérations « coup de poing » et les exploits de la brigade anti-gang. Ils masquent mal l'embaras du gouvernement quant à la poursuite de sa campagne contre la violence. Il est significatif que le Conseil des ministres n'ait pas — pour le moment — retenu les suggestions de Poniowski sur l'application automatique des peines, ni proposé de politique alternative autre que l'augmentation des sanctions contre certains délits. Tous les criminologues s'accordent à dire que de telles mesures ont une efficacité nulle. L'embaras du gouvernement ressort d'autant mieux à la lumière de la nomination de Peyrefite à la tête d'une commission chargée d'étudier les problèmes de la violence et de la criminalité afin d'« éclairer l'action des pouvoirs publics ». Comment dire plus pudiquement qu'on ne sait que faire ?

Une telle réflexion est jugée d'autant plus nécessaire que la

campagne sur la sécurité est une arme, certes tentante, mais qui maniée avec grossièreté provoque des effets de retour désagréables. Dans le camp gouvernemental d'abord, où des polémiques pincées ont opposé Lecanuet à Poniowski, mais aussi entre le gouvernement et le barreau, voire certains secteurs de la magistrature, inquiets, à juste titre, de certaines déclarations expéditives. C'est le sens de l'ordre donné par Giscard à ses ministres de s'abstenir de toute déclaration sur les affaires judiciaires, « quel que soit leur caractère émotif ».

Est-ce à dire que l'on va assister dans les prochains mois à un changement d'orientation gouvernementale en la matière ? Sûrement pas, tout juste à un peu plus de circonspection. La campagne sur la sécurité est une arme trop utile pour être abandonnée. Elle joue un rôle idéologique majeur dans le contexte de crise économique que nous connaissons. C'est elle qui fait oublier que la notion de sécurité n'est pas identique pour un travailleur qui perd

ses doigts sous une presse et pour un banquier à qui on vide son coffre ; c'est elle qui fait amalgamer l'insécurité sociale de 1.500.000 chômeurs à l'insécurité personnelle du bourgeois dévalisé ; c'est elle qui permet de désigner des boucs émissaires, horriblement dépeints, et de faire oublier les profiteurs du régime, opportunément anonymes.

C'est elle qui, demain, permettra de passer de la sécurité des citoyens à la Sécurité de l'Etat, comme cela s'est produit en Allemagne avec la campagne sur la « bande à Baader ».

C'est elle qu'il faut combattre aujourd'hui.

Georges MARION



LA SECURITE DES FRANÇAIS

### La première tête coupée du septennat ?

Les jurés de la Cour d'Assises de la Côte d'or ont condamné à mort, mercredi 25 février, Moussa BENZAHRA, 44 ans, qui avait tué une vieille dame, en avril 1974 à Dijon, pour lui dérober ses économies.

Ce pourrait bien être la première tête coupée du septennat. Le condamné à mort, en effet, est un cible privilégiée pour la campagne de presse hystérique qui se développe autour de la peine de mort. Non seulement il a « prémédité » son coup, comme dit la justice bourgeoise, mais, en plus, il est algérien. Harki, certes, mais algérien quand même.

Il n'y aura pas, cette fois-ci, de déclaration « émotive » de Lecanuet. Giscard lui a interdit au dernier Conseil des Ministres. La tête n'en tombera que plus froide...

### Sécurité, vous avez dit sécurité ?

Sécurité oblige, les mesures proposées par Ponia prévoient, entre autres merveilles, la réglementation de la vente des carabines 22 long rifle jusqu' alors en vente libre. Mesure de pure intoxication. Comme chacun sait les truands sont équipés d'un matériel autrement efficace et perfectionné, tout comme la barbouzerie paragonnementale et les cow-boys de Ponia d'ailleurs qui dégainent pour un oui ou pour un non.

A peine la trouvaille de Ponia est-elle rendue publique qu'un préparateur en pharmacie abat en pleine nuit à Chartres deux jeunes qui s'efforçaient de voler de la « drogue » dans son officine : il a entendu un bruit, vu des ombres, il a tiré : un mort, un blessé grave. Avec une carabine 22 long rifle précisément. Voilà qui conforte le point de vue de Ponia ? Aucunement. Les pharmaciens, les bijoutiers et autres marchands menacés dans leur sécurité n'auront jamais le moindre mal à obtenir des permis pour ce type d'arme. D'ailleurs, le préparateur meurtrier est déjà en liberté provisoire...

### Rumeur troyenne ?

Patrick Henry a-t-il réellement tué Philippe ? N'aurait-il pas tué un autre enfant en Suisse ?

Sera-t-il transféré à Paris pour examen psychiatrique ? Les avocats troyens ont-ils manqué à la déontologie professionnelle en refusant, batonnier en tête, de défendre cette cause « indéfendable » ? Tandis que Ponia et Lecanuet se font savonner les oreilles par Giscard pour avoir un impudemment réclamé la mort du « monstre », l'affaire s'enfoncé dans la fait divers, bientôt relayée par d'autres, plus saignantes, plus « chaudes » dont se repaîtra la bonne presse. Reste comme un climat de chasse au monstre qui rappelle d'autres époques où une violence et un « ordre » destiné à « durer mille ans » régnaient en maîtres...

Interview du Mouvement d'Action Judiciaire

## LA GENERALISATION DU DROIT D'EXCEPTION

Au lendemain de l'arrestation de Patrick Henry, le Mouvement d'Action Judiciaire (MAJ) dénonçait « l'assassinat légal » auquel semble promis le « meurtrier présumé » du petit Philippe Bertrand. Le MAJ regroupe les travailleurs du droit qui entendent situer leur pratique professionnelle dans le champ des luttes de classes. Ainsi le MAJ s'attache à mettre en évidence les contradictions qui existent entre la pratique quotidienne de la « justice » bourgeoise et les grands principes démocratiques dont elle se réclame.

Rouge — Selon vous, quelles premières leçons peut-on tirer de l'affaire de Troyes ?

M.A.J. — Cette affaire entre dans une logique précise : celle du renforcement de l'appareil répressif, renforcement qui est orchestré par une énorme campagne publique. Elle a aussi une fonction de diversion par rapport à la crise sociale : elle fait l'union sacrée, elle rassemble tout le monde contre une victime expiatoire.

C'est le premier aspect qu'il nous importe de développer : le renforcement de l'appareil répressif. A quoi assiste-t-on ? La loi bourgeoise est sensée donner certaines garanties qui reposent sur certains principes fondamentaux : séparation du législatif, de l'exécutif, du judiciaire, garantie des droits de la défense, etc. Or, on se rend compte maintenant, à partir de certaines affaires (de Charette, Cour de sûreté de l'Etat, Patrick Henry, etc.) que ces principes soi-disant fondamentaux, sont résolument violés. Le meilleur exemple, ce sont évidemment les pressions qu'exercent les Poniowski, Lecanuet, etc. Giscard peut bien, par la suite, faire un appel à la sérénité, à la réserve, ça ne change rien : le climat est créé. Il ne s'agit pas d'un recul, mais d'une manœuvre, pour maintenir la façade libérale. Ce qui reste en fait, c'est la campagne d'intoxication sur le renforcement de la sécurité, les mesures répressives qui en découlent, l'augmentation jugée nécessaire des effectifs de police, la mise en place de circuits de justice expéditive, la généralisation, si on veut, du droit d'exception. On en vient par exemple à

laisser entendre que, dans certains cas, les droits de la défense pourraient être superflus. L'affaire P. Henry est, de ce point de vue, parfaitement exemplaire.

Rouge — Pouvez-vous préciser votre position sur ces points qui touchent précisément au non-respect du droit ?

M.A.J. — On est tout simplement en train de faire entrer dans la tête des gens que, pour une certaine catégorie de délinquants, la défense est impossible. On pose pour eux l'a priori d'une filière d'urgence et quasiment de la peine automatique. C'est une régression fantastique par rapport aux principes du droit pénal bourgeois. Il n'est plus du tout question de réhabilitation de l'individu, de réinsertion possible dans la vie sociale. On ne dit plus « Liberté, Egalité, Fraternité », on dit : « Sécurité ». Si la sécurité, la préservation de l'ordre social sont érigées en dogme absolu, il n'y a évidemment plus besoin de s'embarasser d'un droit de défense : on rejette, on élimine.

Le bon vieux droit bourgeois est en train de pourrir sous nos yeux. A la place, s'instaure un droit d'urgence, un droit d'exception, tendance qui s'est manifestée notamment par : la loi anticasseurs, la législation concernant les toxicomanes et, d'une façon plus générale, l'accroissement des pouvoirs de police. C'est un phénomène sans doute irréversible, qui correspond très étroitement au développement de la crise sociale, au développement de la lutte des classes. Nous n'avons pas à le déplorer, mais à le constater et, en ce qui nous concerne, à jouer de toutes les

contradictions qui découlent de cette situation. Nous n'avons pas à être des nostalgiques des belles heures du droit bourgeois, mais nous n'avons pas non plus à faire de cadeau à la bourgeoisie quand elle viole sa propre légalité. Nous constatons que le droit se meurt — cependant, il ne nous appartient pas de dire « place aux armes ». C'est une situation difficile sur laquelle nous cherchons à réfléchir. Nous ne le ferons pas tout seul.

Rouge — Du point de vue de la bourgeoisie, quels sont les objectifs précis ?

M.A.J. — Il y a une grande logique dans toutes ces affaires. On sait qu'une crise économique crée les conditions objectives d'une augmentation de la délinquance. Une délinquance très diversifiée. Le pouvoir politique, à l'heure actuelle, propose comme remède la répression. Ce faisant, il met en place des moyens de répression plus adéquats pour aborder d'autres formes de déviations qui naissent de la crise. Ces déviations, du point de vue du pouvoir, ce sont les luttes des travailleurs. Tout cela est d'une cohérence parfaite et... redoutable.

Ce qui se passe actuellement en France peut être rapproché de ce qui s'est passé en Allemagne avec l'affaire Baader, les campagnes de presse Springer et le résultat que cela a eu au niveau de l'instauration de nouvelles lois, incroyablement répressives.

Cette campagne contre la criminalité est fondamentalement dirigée contre les travailleurs.

Rouge — Quelle campagne comptez-

vous mener ?

M.A.J. — De notre point de vue, une campagne s'impose effectivement. Pas contre les « Dupont-Lajoie ». Parce que « Dupont-Lajoie », ce n'est pas une catégorie très opératoire. Ce qui nous intéresse, c'est comment et pourquoi ça se fabrique les « Dupont ». Par quelles manipulations ? pour quels buts ? Ce but, selon nous, c'est de renforcer considérablement l'appareil d'Etat avec la bénédiction, l'appui actif des masses populaires.

Nous allons donc tenter de faire l'information là-dessus. Nous prévoyons une rencontre-débat à Paris, très prochainement, sur ce thème du renforcement de l'appareil répressif. Nous souhaiterions ce débat aussi ouvert que possible ; pas seulement aux organisations professionnelles mais aussi aux organisations politiques, etc. Nous engageons également un travail approfondi sur ce renforcement de l'appareil répressif qui donnera matière à un livre... noir ou blanc.

Vient de sortir :

Les PETROLEUSES N°5  
Extraits du sommaire  
Le 8 Mars  
- Des femmes du foyer  
Pauline Rolland parlent...  
- Femmes du Vietnam...  
- Les Pétoleuses, être ou ne pas être, bilan du groupe 18°...  
- Pour un centre de femmes...  
- L'armée, fabuleuse maison des hommes...  
- Appel pour une rencontre internationale de lutte des femmes.

## DECLARATION DE LA LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

Les élections cantonales, qui ont lieu les 7 et 14 mars, doivent renouveler la moitié des conseillers généraux et concernent donc environ 17 millions d'électeurs sur les 30 millions qui ont voté aux élections présidentielles de 1974. Traditionnellement, ces élections connaissent de forts taux d'abstentions (entre 30 et 50 %), le Conseil général n'ayant en réalité aucun pouvoir et se contentant de répartir des budgets largement déterminés par l'Etat.

Les conseils généraux sont les lieux privilégiés où les partis « s'ancrent » dans la « réalité nationale » à coups de passe-droit, d'influences, etc. Chasse gardée de la bourgeoisie, peuplés de notables locaux, ils subissent néanmoins de façon très modérée la polarisation à gauche comme en témoignent les résultats de 1973.

L'élection du 7 Mars présente, à cet égard, un caractère spécifique après l'élection présidentielle de mai 1974 et avant les élections municipales de 1977 et législatives de 1978. Elle représente un enjeu important, tant pour la majorité que pour l'Union de la Gauche.

Le charcutage des circonscriptions auquel s'est livré Poniatowski illustre assez bien l'intérêt que porte le pouvoir à ces élections. Mais les batailles de candidatures entre les différents partis de droite témoignent aussi des luttes qui divisent l'actuelle majorité présidentielle. L'UDR, notamment, n'a jamais réussi à s'implanter dans les conseils généraux dominés par la droite traditionnelle. D'où la bataille qu'elle a engagée pour obtenir le plus souvent possible l'étiquette « majorité présidentielle » et le test que constituera les affrontements entre UDR et RI qui se produiront dans plusieurs départements.

Vu le type d'élections, le PC est sous-représenté dans les conseils généraux (un seul est à majorité communiste, celui de la Seine-Saint-Denis). Après son XXII<sup>e</sup> Congrès, et dans le cadre de sa ligne de « rééquilibrage » de la gauche, le PC a décidé de faire de ces cantonales une campagne nationale de préparation aux municipales de l'année prochaine. Il s'agit pour lui d'un test beaucoup moins par rapport au pouvoir que par rapport au PS.

Ce dernier, depuis son éloignement du pouvoir en 1958, a considérablement affaibli ses positions dans les instances départementales. Il s'agit pour reconquérir des places, d'affirmer son développement électoral et de s'assurer les appuis nécessaires dans la perspective de l'UG au pouvoir.

Le PSU a décidé de présenter 170 candidats. Sa campagne électorale vise un double objectif : affirmer le parti comme force nationale aux côtés de l'Union de la Gauche ; mener campagne sur l'armée pour capitaliser les luttes menées depuis trois mois en faveur des soldats.

Dans tous les cas, la LCR demandera aux candidats des organisations ouvrières (PSU, PC, PS) de prendre position sur deux points :

- la plate-forme du comité national pour la libération des emprisonnés, la levée des inculpations et le droit d'association des soldats.

- Le droit d'expression des révolutionnaires dans le cadre de la campagne électorale.

Là où le PSU présente des candidats, la LCR appelle à voter pour eux au premier tour, consciente qu'un tel vote est perçu comme une prise de position plus radicale qu'un bulletin en faveur de l'Union de la Gauche. Ailleurs, la LCR appelle à voter pour les candidats du PC et du PS.

Là où se présente des candidats « verts », la LCR participera aux comités de soutien si leur campagne s'inscrit dans un cadre plus vaste de dénonciation du système capitaliste.

Le Bureau Politique,  
Le 26 février 1976.

dans une semaine, les élections cantonales

## UN SCRUTIN INDICATIF AVANT LES MUNICIPALES DE 1977

- La LCR appelle à voter pour les organisations ouvrières (PSU, PC, PS)
- Partout, elle demande à leurs candidats de prendre position sur la libération des militants emprisonnés, la levée des inculpations et le droit d'association des soldats.

7027 candidats se disputeront les 1871 sièges renouvelables de conseillers généraux, le 7 mars prochain. La majorité présente 2787 candidats dont 525 UDR, 453 RI, et 1051 « sans étiquette ». La gauche présente 4084 candidats, dont 1836 communistes, 1586 socialistes, et 231 radicaux de gauche. 231 candidats sont classés « extrême-gauche » par le ministère de l'Intérieur, parmi lesquels les 170 militants du PSU.

Une semaine avant les élections, les prises de

position se multiplient. Hier, notamment, le secrétaire général des Indépendants, Dominati a relancé les clins d'oeil au Parti Socialiste (voir ci-dessous), pendant que Fourcade rassurait l'opinion en déclarant : « Mon débat télévisé avec François Mitterrand ne sera pas un combat de boxe »

Nous publions aujourd'hui la déclaration de la Ligue Communiste Révolutionnaire sur les élections cantonales.

### A STRASBOURG

## UN INCULPE CANDIDAT

A présent dans le canton N° 3, le PSU présente un candidat de 25 ans, Jung, militant CFDT, récemment emprisonné à Fleury-Mérogis, pour « démoralisation de l'armée ». Jung et deux autres strasbourgeois avaient été inculpés pour avoir distribué un tract dans une manifestation, reproduisant l'appel du Comité de Soldats de Besançon. Sur les trois, deux ont fait 15 jours et 3 semaines de prison, le dernier a seulement été inculpé. C'est autour de ce thème de la défense des libertés démocratiques à l'armée, que le candidat du PSU entend centrer sa campagne face aux cinq autres candidats de son canton. Mais ce thème central ne fera pas oublier tous les problèmes du canton : le chômage, les luttes dans les entreprises voisines, la tristesse de la cité-dortoir contrôlée par les flics, etc.

Point particulier d'accrochage dans cette campagne, Jung n'est pas le seul candidat CFDT. L'autre cédétiste qui lui est opposé est présenté par le Centre Démocratie et Progrès et soutenu par l'UDR !... Même syndicat, autre combat ! Naturellement, le PCF en profite pour « faire un carton » contre cet « aspect » de la CFDT et traite de façon générale le candidat du PSU de « candidat de division faisant le jeu de la droite ». C'est l'occasion d'une bataille politique qui ne peut qu'avoir une fonction clarifi-

catrice dans le mouvement ouvrier !

« Il n'y aura pas de campagne unitaire avec des organisations révolutionnaires » a déclaré Jung : le PSU de Strasbourg pense qu'un débat de fond est nécessaire avec la LCR avant de nouvelles actions communes.

Pour le désistement au second tour, Jung insiste à nouveau sur le point clef de sa campagne : il votera pour le candidat de gauche, le mieux placé à condition que celui-ci se prononce clairement pour la défense des soldats et syndicalistes inculpés.

### LES RADICAUX DE GAUCHE NE SONT PAS CONTENTS !

Guy Gennessaux, secrétaire national des radicaux de gauche, déplore que Mitterrand et Fourcade « s'exhibent » pendant deux heures à la télévision mardi prochain. Il dénonce la partialité du gouvernement et l'accuse de favoriser le PS et les RI.

Même son de cloche en Seine-Saint-Denis où les radicaux de Fabre accusent la fédération socialiste d'empêcher leurs candidats de s'exprimer en détériorant les panneaux officiels et en proférant des menaces.

Le torchon brûle !

## DOMINATI AU SECOURS DE Mitterrand ?

● Dominati est décidément têtue. A l'heure où les appels d'offre des giscardiens au parti socialiste semblent de l'histoire ancienne, à l'heure où Giscard rassemble les troupes de la majorité présidentielle pour « cogner » sur la Gauche sans distinction d'appartenance, le secrétaire général des Républicains Indépendants insiste.

Il a déclaré hier, au cours d'une conférence de presse : « Si demain, par malheur, nous assistions à une victoire socialo-communiste, nous serions obligés de venir au secours de François Mitterrand pour maintenir la démocratie et la liberté ». Et le gros malin d'ajouter : « on peut se demander si tous les partis démocratiques, y compris le PS, ne devraient pas s'unir dans un comité de liaison pour lutter contre la subversion du Parti Communiste » Rien que cela.

Le Parti Socialiste n'a toujours pas répondu à ces clins d'oeil.

Un nouveau « bide » en perspective... pour le moment du moins.



Mitterrand en Algérie

## UNE VISITE DE PRESQUE PRESIDENT

Un peu crispé à sa descente d'avion à Alger — il est tout de même fâché d'avoir été ministre en 1954 — Mitterrand s'est vite déridé. Cortège de DS noires encadrées de motards, badauds et enfants en joie longeant les deux côtés de la route : c'est une visite quasi-officielle pour un presque président, voire un futur président, selon le commentaire d'Alger. Les algériens en ont-ils fait un peu trop pour laisser libre cours à leur mécontentement à l'égard de Giscard qui s'est fait une spécialité de réaliser des voyages à grand spectacle qui débouchent en peu de temps sur des résultats négatifs ?

L'Elysée n'a pas tardé à réagir par la bouche de Dominati et de Chénouard qui se déclare profondément choqué des conditions de voyage de Mitterrand auquel il reproche de cautionner les critiques adressées à la Fance.

Claude Estier s'est empressé de riposter par une profession de foi patriotique. « Le Parti Socialiste, dit-il est venu en Algérie pour défendre les intérêts de la Fance et des français, intérêts parmi lesquels

s'inscrit la coopération entre la France et l'Algérie, comme cela semblait être le cas avec le général De Gaulle et M. Pompidou, la politique du gouvernement français ».

### GRENOBLE : UNE VESTE, UNE !

Retournée ! c'est celle du candidat UDR, De Battisti aux dernières cantonales, qui a battu Dubedaut et qui est passé au PS après les dernières présidentielles. Hé bien, le PS le présente à nouveau, aux cantonales. Ex sous-directeur de Rhône Progil, bien connu pour ses pratiques anti-ouvrières, le dénommé Battisti est un homme qui sait garder son siège. Quant au PS, on voit bien que c'est un « Parti attrape-tout ».

il y a un

## 43 ANS

Berlin, 27 février 1933. Le parlement allemand (Reichstag) est en flammes. « l'auteur », un jeune chômeur hollandais Van der Lütbe s'attardant sur les lieux du crime une carte du PC dans sa poche, est arrêté. Hitler laisse échapper : « c'est le doigt de Dieu. Maintenant nous écraserons les communistes ». En vertu de quoi les nazis décrètent : Van der Lütbe a agi sur ordre des communistes ; l'incendie était destiné à donner le signal de l'insurrection !

Cette provocation permet à Hitler qui vient de prendre légalement le pouvoir de déclencher une vague de terreur sur tout le pays. La chasse aux communistes est ouverte. La presse communiste et socialiste est interdite. Le lendemain, les « droits fondamentaux du citoyen » de la République de Weimar sont supprimés.

Les partis ouvriers figés dans le légalisme, sous-estimant le péril hitlérien, n'organisent aucune riposte de masse. Le prolétariat allemand, le plus puissamment organisé, est vaincu sans avoir combattu.

## Vierzy

### 4<sup>e</sup> jour de procès

# un "accident inévitable" ?

Le défilé des témoins s'est poursuivi hier au procès tenu à Soissons pour juger les hommes accusés d'être responsables de la catastrophe du tunnel de Vierzy. Le débat, comme mercredi, est resté enlaid dans des considérations techniques et les interventions n'ont guère apporté d'éléments nouveaux. Une impression de malaise se dégage de cette partie où tout semble se jouer en coulisse. Car le vrai procès est ailleurs.

L'accident de Vierzy est sous les feux de l'actualité. Plus de 3 ans après, le procès s'est ouvert. On dira peut-être mais ce n'est pas sûr, que la SNCF « assure sa clientèle » a tout fait pour obtenir des rescapés et des mutilés à vie des arrangements amiables pour éteindre les plaintes, à coup de misérables indemnités. L'accident était fatal, imprévisible, et si le tunnel était fissuré... c'est à cause des bombes des trois guerres plaideront les avocats. Un peu d'argent dans la coulisse, de brillantes plaidoiries, des expertises et des contre-expertises et le tour sera joué : l'image de marque du premier transporteur de France - dont les technologies sont un bon produit d'exportation - s'en sortira sans flétrissure.

### LE VRAI PROCES RESTE A FAIRE

Pourtant c'est le procès de la productivité et de la rentabilisation capitalistes de la SNCF qu'il faut faire : les services d'entretien de la voie, des ouvrages d'art, du matériel roulant, ont vu tous leurs effectifs réduits depuis 45 ans. Trop utilisés, le matériel et l'infrastructure

crquent : moins de contrôles, des postes budgétaires réduits sur les programmes de travaux...

Pour un Vierzy avec ses 108 morts et 120 blessés, combien d'accidents évités de justesse dont les cheminots sont rendus responsables ? Supports de caténaires arrachés sur le Nord, butoirs enfoncés à la gare de Lyon, accident à Saint-Pierre du Vouvray, à Dol de Bretagne, wagons éventrés dans l'Est, faisceaux de voies de triage en ruine... Par contre au moment des vacances « tout est prêt ». Trains-autos, trains-couchettes express à supplément (interdits de fait aux travailleurs) ça fonctionne, ça roule ! Or chaque cheminot sait qu'il suffit de rien, une rupture d'essieu, une aiguille bloquée et c'est une sorte de Vierzy.

### 11.876 ACCIDENTS EN UN AN

Au procès on ne citera pas les 11 876 accidents du travail survenus aux cheminots en 1973. On ne rappellera pas les 106 cheminots tués en 72, ni les 77 morts de 1973. Les 28 roulants tués, conducteurs pour l'essentiel, et les 60 blessés graves, les 135 personnes tuées dans les 343 accidents de passage à niveau, il y a 4 accidents graves avec hospitalisation prolongée par jour à la SNCF !

Sur les 25 régions administratives de la SNCF, 15 ont un chiffre supérieur à 9 accidents pour 1000 agents. La productivité par heure moyenne d'agents a augmenté de 10 % entre 1972 et 1973. Peut-on parler après ces chiffres de fatalité, d'accident imprévisible ? N'est-ce pas là le vrai procès de Vierzy qui

doit être rendu public ?

N'est-ce pas aussi derrière l'affirmation d'un des ingénieurs inculpés : « Au moment des sondages (effectués en 1963 et devaient entraîner quelques travaux de replatrage par une entreprise sous-traitante. NDLR) nous n'avions pas les crédits nécessaires » qu'il faut aussi chercher les responsabilités ? Le procès du tunnel de Vierzy risque

bien d'aboutir à la fatalité connue, expertisée, jugée. Le procès de ce crime perpétré au nom de la logique du profit restera à instruire...

Y. Périer

Les chiffres de cet article sont extraits de la brochure « La Taupe sur les Rails » N° 2, consacrée aux conditions de travail des cheminots et aux accidents à la SNCF.

### Réhault (Fougères)

## UN COMITE DE LUTTE SE CREE AVEC L'ACCORD DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Chez Réhault, l'occupation continue. Il y a 15 jours, elle était née d'une réaction immédiate des travailleurs ; aujourd'hui elle s'organise, se structure. Des commissions fonctionnent : « intérieur » (planning de présence, animation culturelle, sociale, sportive) et « extérieur » (relations avec la presse, projet de journal de popularisation dont une ébauche est déjà parue : le combat Réhault).

Un comité de lutte s'est récemment créé, accepté par l'assemblée générale et composé de membres élus et révocables. Il travaille actuellement à être une structure d'échange et de liaison pour les commissions. Il expose les différents problèmes, et propose des actions à l'assemblée générale des travailleurs (régulièrement suivie à 95 %).

A Fougères, les travailleurs de Réhault ne sont pas les seuls à subir le choc de la crise de la chaussure, deux autres usines : Maunoir (170 travailleurs) et Morel (280) ferment leurs portes.

Au total, c'est plus de 1000 ouvriers de la chaussure qui sont menacés. La manifestation de lundi, qui a vu 1500 travailleurs descendre dans la rue pour exiger un emploi pour tous à Fougères le montre : c'est tous ensemble, avec le soutien de tous les travailleurs fougères, que ceux de la chaussure feront plier le patronat et les pouvoirs publics et imposeront leurs justes revendications.

Correspondant

## vie syndicale

### 8 mars : journée internationale des femmes CGT : RASSEMBLEMENT A PARIS

- pas d'initiative intersyndicale
- ni manifestation, ni appel à la grève

A 15 jours de la journée internationale des femmes, Christiane Gilles, secrétaire de la CGT, précise les bases sur lesquelles la confédération appelle au 8 mars. Dans le numéro 983 du Peuple, le bi-mensuel de la CGT elle donne une synthèse des positions d'une confédération pour qui les femmes n'offrent un intérêt qu'en « prenant leur part dans les combats pour le progrès social, la démocratie et la paix ». Car c'est ainsi qu'est de fait définie la journée du 8 mars ! oubliées les grèves des ouvrières américaines pour la réduction du temps de travail, l'égalité totale des salaires, oubliées les luttes pour l'avortement libre et gratuit sur lesquelles la CGT jette un voile pudique y compris dans Antoinette, son mensuel féminin (1)... Ce 8 mars doit être placé pour elle sous le double signe de la qualité de la vie, et de la revalorisation du travail manuel. Et dans ce cadre là, la qualité de la vie n'est définie que comme « des conditions et un temps de travail qui ne mutilent pas les femmes dans tout ce qui compose leur existence » ainsi qu'une « politique familiale et de équipements collectifs conciliant l'intérêt de l'enfant et celui des femmes exerçant une activité professionnelle »... Une fois encore, il s'agit simplement de donner la possibilité aux mères de famille de pouvoir effectivement concilier le travail et la maison. Le problème des équipements collectifs, des congés accordés de manière indifférente à un des deux conjoints en cas de maladie des enfants : voilà déjà deux aspects de la plate-forme interconfédérale CGT-CFDT de décembre 75 qui ne sont pas repris comme objectifs de combat, en ce qui concerne la place des femmes dans l'entreprise et le combat syndical, là aussi ce n'est qu'en tant que potentiel qu'on s'adressera à elles par le biais de cent meetings dans cent entreprises, car c'est bien à la campagne de renforcement de la CGT que doit servir le 8 mars, selon elle le 8, ni manifs, ni appels à la grève, mais cent meetings et à Paris un rassemblement square de la Trinité, à 3 heures de l'après-midi.

(1) Voir à ce sujet le long article dans les « Cahiers de la Taupe N° 7 » sur « Antoinette ».

S. Triton

### Un cadeau empoisonné : Bergeron fait parler Arlette Laguiller sur Antenne 2

Arlette Laguiller aux côtés d'André Bergeron. C'est ainsi que la presse présente l'émission « C'est-à-dire » de mercredi sur Antenne 2, où Bergeron était venu faire l'étalage de l'apolitisme syndical et de la négociation sereine.

Qu'a dit Arlette ? « A Force Ouvrière, on ne m'a pas demandé mes idées politiques, on n'a rien exigé de moi. Le syndicalisme c'est avant tout l'action qui se fait dans l'entreprise. C'est ce que les militants sont capables de faire. Force Ouvrière est réformiste, mais toutes les centrales syndicales sont réformistes... si je suis à Force Ouvrière, c'est tout simplement que les autres centrales sont incapables de tolérer des révolutionnaires »

Qu'a ajouté Bergeron ? « Arlette Laguiller a simplement dit la vérité. A Force Ouvrière, il y a des militants de toutes opinions, depuis les anarchistes jusqu'aux gaullistes ».

Ce que les téléspectateurs n'ont pas su, c'est qu'Arlette Laguiller n'a jamais été consultée pour cette prestation en duo, et que la séquence qu'ils ont vu était un repiquage (tronqué) d'une autre émission de télé programmée le 25 janvier...

Nous laisserons aux scribes sans scrupules de l'Huma le culot d'expliquer que les gauchistes et Bergeron sont « unis dans le même anti-communisme » et font le jeu du pouvoir. Le travail militant d'Arlette tout au long de la grève des Banques est une carte de visite assez parlante pour se présenter face aux calomnies.

Il n'en reste pas moins qu'un problème politique est posé : la réponse qu'elle avait faite dans cette émission sur sa présence à FO avait gêné sur le moment plus d'un militant. En traçant un trait d'égalité entre les directions des trois syndicats, tout en faisant valoir la démocratie interne de FO, elle était assez ambiguë pour apparaître de fait comme une valorisation du syndicat FO ; une façon de mettre l'accent sur les limites du travail des militants révolutionnaires qui « sont encore à la CGT ».

Que Bergeron ait récupéré cette séquence pour l'héberger dans son émission à grands coups de ciseaux et sans demander l'avis de la principale intéressée, le procédé aussi grossier que l'homme, mais la chose n'est malheureusement pas surprenante.

F. L.

## en lutte

### CARON-OZANNE

● Après plus de 8 mois, les grévistes continuent de façon active leur occupation et viennent de sortir le 8ème numéro de Ouest-Licenciements.

Ce 8ème numéro de Ouest-Licenciements risque fort d'être le dernier imprimé dans l'usine occupée. Mais conscients de l'arme qu'il représente pour leur victoire et celle des autres travailleurs en lutte, les grévistes de Caron Ozanne ont décidé de continuer de sortir ce journal par d'autres moyens.

Et pour donner le maximum de force à cette décision, nous avons décidé d'ouvrir les colonnes du prochain numéro non seulement aux travailleurs de la région, mais à tous les travailleurs en lutte du pays. Que tous les travailleurs en lutte nous envoient donc leurs articles à l'adresse ci-dessous.

Mais pour pouvoir assumer cette tâche, nous sommes contraints de structurer un réseau de diffusion. C'est pourquoi, dès aujourd'hui, pour soutenir notre lutte et Ouest Licenciement, nous vous demandons, soit :

- de vous abonner (6 numéros 20 F)

- De faire abonner votre section syndicale ou politique
- de vous proposer comme diffuseur de Ouest Licenciements

Adresser toute correspondance (soutien financier, abonnements, articles) à Hubert Grammare 25, rue du Père Samson 14000 Caen

### REPRESSION SYNDICALE A LA D.D.A. DE MENDE

● Une journée d'action s'est tenue mercredi au niveau de tous les services du Ministère de l'Agriculture pour protester contre le licenciement de Claude Lhuillier, délégué CFDT de la direction départementale de l'Agriculture. L'administration veut lui supprimer son poste et lui propose une place à Montpellier : c'est la mutation ou le licenciement. Autour de Lhuillier, la solidarité s'organise dans tout le département.

Correspondant

### LA LUTTE A PAYE

● Regroupant une centaine de personnes, l'entreprise Pauly (Clermont-Ferrand) s'occupe de la métallisation des poutrelles pour le bâtiment. Elle possède deux succursales : l'une à Cournon, l'autre à St Pourçain. Après 8 jours de grève, les travailleurs viennent d'obtenir satisfaction sur la plupart de leurs revendications.

Correspondant

### Locatel : les colères d'un PDG

■ Le PDG de Locatel, J. Guggenheim, est un homme surmené. Au retour d'une petite semaine de vacance à Rio, il fut retardé par une escale « impromptue » à Dakar, imposée par le personnel navigant d'Air-France luttant pour le maintien de ses avantages acquis (pas plus de 12 H d'affilée). D'où sa violente sortie dans le Figaro et sur Antenne 2 contre les « pirates de l'air » (1) La CFDT Locatel le remet à sa place : « jamais M. Guggenheim n'a pu accepter le droit syndical dans l'entreprise (...) merci aux camarades d'Air-France d'avoir fait respecter leurs droits syndicaux malgré les pressions inadmissibles de passagers irascibles ».

## CEPEM-THERMOR (ORLEANS) Une mobilisation jamais vue depuis 68

**2000 travailleurs : la plus grosse boîte de la métallurgie de l'agglomération. Beaucoup d'immigrés et de femmes. Jamais depuis 68, elle n'avait connu une mobilisation de cette ampleur.**

Dix-sept ans de boîte pour gagner 1700 francs par mois, avec le risque de voir son contrat « non renouvelé »... Du chômage technique pour certains, alors que d'autres font des cadences insoutenables, et par 50° l'été dans certains ateliers. Ça devait exploser...

La lutte a démarré le 10 février. Elle dure maintenant depuis plus de 15 jours. Les revendications : d'abord, l'embauche définitive des personnes sous contrat, 150 francs pour tous, le 13ème mois avec plancher, et la diminution des cadences.

Il y a plus de 90% de grévistes. Aux A.G. quotidiennes convoquées par l'intersyndicale CGT-CFDT, pas un ne manque à l'appel. Le piquet de grève est important.

La direction misant sur l'appui du trust CGE a jusqu'ici fait la sourde oreille, et les négociations n'ont rien donné. Mais elle pourrait bien faire

un mauvais calcul : d'autres boîtes de la CGE (à commencer par l'UNELEC de Vierzon sont en lutte) ; et, si les carnets de commande sont pleins, les stocks, eux, sont vides. Toujours est-il qu'ici le moral est bon : mercredi, les grévistes ont « mangé gratis », le patron ayant dû accepter, pour éviter les incidents, de leur faire rentrer à la cantine. Des motions de solidarité arrivent régulièrement ; les collectes marchent assez bien. Une commission information s'est mise en place. Samedi, l'intersyndicale organise un gala à 19 heures à la salle des fêtes.

CCP Solidarité  
Prissi Mengouchi  
1241-65 La Source  
Mention : « Solidarité financière CETEM »



Intervention d'une gréviste lors de l'Assemblée générale quotidienne

## UNELEC (VIERZON)

### « Ça risque de durer un moment »

Depuis le 4 février, les travailleurs de cette entreprise du trust CGE-Alstom sont en grève avec occupation, sur deux revendications :

— 10 % d'augmentation avec un minimum de 200F

— Mise en cause de la nouvelle grille de classification de la métallurgie.

La justice bourgeoise a ordonné l'expulsion des grévistes : devant la menace d'intervention de la police, un large soutien se développe.

Quatre grévistes nous ont parlé de leur mouvement.

Comment a été prise la décision de grève avec occupation ?

● Georges (militant CFDT) : au départ, il y a eu une réunion d'information avec demande de vote...

● Alain (délégué CFDT) : ...on ne pensait pas que ce genre d'AG pourrait déboucher sur un conflit. Ni la CGT ni la CFDT n'ont pensé qu'à l'issue de ce vote, il ressortirait une majorité pour la grève illimitée avec occupation. Il y avait 150 à 200 travailleurs et une majorité de 105 voix s'est dégagée. Le lendemain, on a refait une nouvelle AG où la décision a été entérinée, sur 300 présents, 209 pour et 57 contre (...).

● Georges : On peut ajouter : malgré l'avis défavorable de la CGT qui a été annoncé publiquement.

● Une gréviste : Ils ont dit en AG qu'ils étaient contre l'occupation.

● Didier : Ils étaient contre les piquets.

● Alain : (...) Le vendredi, après une journée de grève, il y a eu de nouveau AG où la question a été posée de maintenir les piquets, l'occupation. Il y avait 150 à 200 personnes, et la majorité s'est prononcée pour l'occupation et le maintien des piquets : A la suite de quoi la CGT a participé d'un point de vue effectif aux piquets mais sans forcer. (...)

Les tracts sont signés « les travailleurs en grève et les sections syndicales CGT et CFDT ». Comment est assurée la direction de la grève ?

● Alain : Dans un premier temps, on a proposé le comité de grève en AG. Cette idée n'a pas été retenue. Les participants à l'AG n'en ont pas compris la nécessité.

● Georges : Les décisions sont prises en AG. Des idées sont soumises, on discute, c'est retenu ou pas.

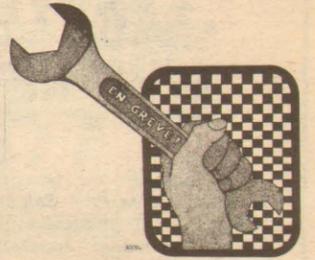
Depuis le 20 février, il y a une réunion quotidienne du piquet de jour et de nuit. Quelle est sa fonction ?

● Alain : On l'a appelé « comité d'activités ».

● Didier : C'était pour diriger ces activités, les organiser toute la journée, et durant les jours qui viendraient.

● Alain : Au bout de quinze jours de grève, il fallait étendre la lutte à un autre cadre que l'Unelec. On avait fixé deux manifs : une en ville, devant l'Hôtel Continental où se réunissent la direction et les agents de maîtrise qui s'opposent à la grève, et une autre à la suite d'un meeting qu'on a fait dans l'entreprise avec la participation de toutes les boîtes de la ville. (...) Le comité d'activités avait pour tâche d'élargir la popularisation au niveau de la ville, expliquer notre lutte à la population laborieuse (apparition sur le marché, tracts...). Maintenant son objectif est de faire reconnaître la grève à un niveau autre que la ville, au niveau du département, même plus loin. (...)

● Georges : Il faut penser aussi à des rentrées d'argent. Vu comme c'est parti, ça risque de durer un moment.



## en lutte

### EGF : LES ORDINATEURS SONT BLOQUES

Mardi 24 au matin, les personnels des ordinateurs d'Issy-les-Moulineaux ont décidé la grève reconductible après l'échec des négociations du 24 février. Ils exigent la possibilité d'un réel déroulement de carrière, des effectifs suffisants, l'incorporation des primes dans le salaire. Un comité de grève a été voté à l'unanimité. Depuis mardi, tous les matins, une assemblée générale a reconduit la grève qui s'est étendue d'heures en heures : Issy-les-Moulineaux, Clichy, Lyon, Orléans et Toulouse. Toutes les grandes opérations sont bloquées et notamment la facturation. La direction, après avoir rompu les négociations a été obligée de faire marche arrière devant la détermination du mouvement. Rendez-vous a été pris pour le lundi 1er mars.

Correspondant

### MICHEL FRERES (EVREUX) :

Samedi 28, une journée « Portes ouvertes » est organisée dans les locaux de l'imprimerie que les travailleurs occupent depuis le 29 novembre 1975.

● « Les radars » journal des travailleurs en lutte d'Idéal Standard (Dammarie les Lys) pour le maintien de leur outil de travail, (Syndicats CGT-CFDT). Il a été imprimé par les ouvriers grévistes de l'imprimerie Caron-Ozanne. Au sommaire :

- Un historique du démantèlement de la société Idéal-Standard et les actions menées par les travailleurs pour s'y opposer.

- Un éditorial intitulé : « Cinquième mois d'occupation ».

- Un interview des occupants de l'usine de Dammarie.

Correspondant

● Ordonnance d'expulsion des grévistes qui occupent les 4 usines SNR à Anancy, à compter du premier mars. Telle est la décision du tribunal correctionnel. 4000 travailleurs sont concernés.

Rejet de la demande de licenciements de trois délégués syndicaux par le CE de Michelin Vannes. La direction a demandé l'arbitrage de l'inspecteur du travail.

● Grève aujourd'hui des techniciens PTT à l'appel des syndicats CGT, CFDT et FNT (autonomes). Pour des revendications sur leur statuts.

● La lutte des éboueurs de Brest continue. Une manifestation s'est déroulée jeudi à l'appel de CFDT, CGT, FEN, PS, PC; PSU et les ASF et APF qui organisent la solidarité des habitants des quartiers populaires avec les éboueurs.

## TRIBUNE des luttes

Section CGT du Centre National Informatique d'Aix-en-Provence

### MECONTENTEMENT GENERAL

Depuis le 16 février, des agents vacataires, auxiliaires et titulaires travaillant au 3 X 8 au centre informatique de l'INSEE sont en grève reconductible. Ce mouvement qui bloque tous les travaux locaux s'est étendu à d'autres centres informatiques INSEE : Paris, Orléans... La plate-forme revendicative déposée auprès de la direction aborde des revendications générales à la fonction publique : titularisation automatique des vacataires et auxiliaires ; prise en compte de l'ancienneté pour le déroulement de la carrière et pour la retraite.

A l'INSEE, les vacataires et auxiliaires exercent un emploi permanent correspondant au travail d'un titulaire mais leur statut est complètement différent de celui de la Fonction Publique (primes, retraite, avantages sociaux). La direction de l'INSEE, face à ces revendications, propose des concours mais le nombre de postes est si réduit qu'ils ne peuvent permettre la titularisation que d'un nombre infime de vacataires.

Dans l'éventualité d'une réussite, ils auraient le droit de faire le même travail qu'avant, et ce, avec une perte de salaire !...

Les grévistes luttent également pour obtenir de l'Administration une harmonisation de la gestion du personnel : des titulaires hautement qualifiés sont sous-classés par rapport à leur fonction ; rares sont les agents qui, pour un même travail, ont le même salaire et le même statut. Cela est inacceptable et doit cesser. Les solutions à ces problèmes existent, elles ont été trouvées dans d'autres administrations : sécurité sociale et même dans leur propre ministère : Impôts, Trésor... Aussi sont-ils déterminés à continuer la lutte jusqu'à satisfaction de leurs revendications. A ce jour, et malgré de nombreuses sollicitations, aucune réponse de l'Administration n'a été enregistrée par les grévistes. Peut-être pense-t-elle que la grève va s'arrêter au plus tôt ?

C'est compter sans la détermination des grévistes et la solidarité active de tous les secteurs de la Fonction Publique.

Union de secour CFDT Mortagne et environ  
Section syndicale CFDT-Comité de lutte élu Bretoncelles

### NON A LA REPRESSION SYNDICALE

Le tandem Delhalle-Chevrier, nouvelle direction des établissements ex-Piron, après leur déclaration de non-embauche des professionnels sous des prétextes fallacieux et contre toutes vérités techniques, déclare aujourd'hui ne pouvoir embaucher ces mêmes travailleurs avec la qualification O.S., le nouveau PDG déclarant « Un professionnel ne pourrait faire l'affaire comme O.S. » ! De qui se moque-t-on ?

Par cette déclaration, la direction SODEM, qui soutient n'en vouloir à personne rejoint la campagne de répression syndicale, qui se développe contre la CFDT ET LE MOUVEMENT OUVRIER. A la SILOR-CRINOR, trente licenciements, dont la déléguée syndicale CFDT et les sympathisants votés par un comité d'entreprise « indépendant » à la solde de la direction, à Alençon contre les militants de la TAI, à Caen des locaux de la CFDT sacagés, au niveau national contre les comités de soldats. Le nouveau PDG rejoint son chef de file Gingembre, patron des P.M.E., et le pouvoir giscardien dans la croisade anti-ouvrière. L'union de secteur CFDT Mortagne et environ, la section syndicale CFDT de Bretoncelles, le comité de lutte élu appellent à une mobilisation massive et à une riposte énergique contre l'offensive patronale.

Manifestation samedi 28 février 14 heures devant la mairie de Mortagne au perche.

SOLIDARITE

Rubinat

Crédit agricole de Mortagne au perche, place Notre Dame  
N° de compte 52.75.57.70.

Mention : solidarité Bretoncelles.

## MEFIEZ VOUS DU "SCANNER"

Le Scanner ou Densitome, fonctionne à la Pitié-Salpêtrière depuis le 31 décembre 1975. C'est un nouvel appareil de radiographie, construit par le groupe G.C.R. (Compagnie Générale de Radiologie) qui permet de donner une image précise d'une « tranche » du crâne (tomographie) sans que les détails soient masqués par les tissus qui l'enveloppent.

Une « révolution » sans précédent ? L'Express fait un article tapageur sur le Scanner. Des dizaines de personnes téléphonent à la Pitié afin de prendre rendez-vous pour le nouvel appareil miracle... Engouement bien exagéré !

Le Scanner est un appareil de confirmation des examens neuroradiologiques traditionnels, très douloureux, comme l'encéphalographie gazeuse ou l'artériographie. Cet appareil donne aussi des renseignements incomplets qui doivent être précisés par d'autres examens.

Le Scanner a vu défiler bon nombre de personnalités : Simone Veil ou Pallez directeur de l'Assistance publique, et bon nombre de journalistes : TFI, l'A2, la télé belge et canadienne, l'Express, le Nouvel-Obs, Témoignage Chrétien, etc. Tous sont venus visiter la machine de la G.C.R. mais n'ont pas vu l'entièreté du service dirigé par le Professeur Metzger !

Le service Metzger c'est aussi : - des appareils de radiologie vétustes, fonctionnant depuis de nombreuses années

- des locaux sombres, sales, poussiéreux, dans lesquels on travaille sans aucune précaution d'aseptie.

Simone Veil serait heureuse d'apprendre que dans cette salle d'artériographie, un cendrier sentant le tabac froid et toujours plein de mégots à ras bords est au dessus du chariot des appareils d'anesthésie !

- Les anesthésistes (il en faut dans ce service à cause des examens douloureux) travaillent dans des conditions précaires sans avoir le matériel nécessaire sous la main en cas de réanimation : le Scanner coûte 3 milliards alors qu'on a eu du mal à faire débloquer 13.000 F pour le matériel d'anesthésie.

Le Professeur Metzger est plus préoccupé d'avoir de beaux clichés que de la santé du malade...sauf quand c'est un malade recommandé : j'ai vu déménager un malade de dessus une d'artériographie, perfusé, intubé, qui allait avoir son examen, pour mettre un autre à la place recommandé par Pallez. De même pour les malades de sa consultation privée qui passent eux-aussi avant les malades « ordinaires » et qui sont dirigés vers...l'hôpital Américain (hôpital qui licencie par déficit, mais pas pour déficit pour tout le monde)

En tout cas si vous devez faire l'expérience du Scanner, sachez qu'en arrivant à 8 H30 dans le service, vous passerez vers 13 h, au mieux !

Correspondant

## LE POUVOIR ATTAQUE SUR LE FRONT DES M.J.C.

Pour le pouvoir, il s'agit de détruire les lieux où une opposition au pouvoir s'exprimait pour créer des centres culturels normalisés : centres de prestiges (centre culturel G. Pompidou) ou centres de distribution de loisirs au rabais. Sur la région parisienne, si les municipalités réactionnaires frappent fort (Courbevoie, Boulogne, Bry-sur-Marne, Viry-Châtillon, Dourdan), la ville de Paris conserve le premier rôle pour réprimer et assassiner l'éducation populaire : MJC-théâtre des deux portes, MJC-Benedetti de la Porte de Vanves.

La MJC de la Porte de Vanves a un rôle bien particulier à remplir sur le quartier. Parent pauvre, solidement encadrée par la MJC Brancion (15<sup>e</sup>) et le centre de jeunesse et de loisir de la porte Didot nettement mieux nantis financièrement, elle se doit d'être structure d'accueil, foyer pour la jeunesse « désœuvrée », pré-délinquante... Et ce n'est sans doute pas un hasard si le conseil d'administration élu par l'ensemble des adhérents de la MJC, composé majoritairement de militants de gauche, ne s'est pas encore vu contester son rôle de tampon, de garde-chiourmes. Ce qui ne signifie pas pour autant que tout lui soit permis. Il faut en effet donner des garanties, notamment quant au personnel qu'il embauche. Alain Bellef, directeur en poste depuis 5 mois, ne fait pas l'affaire. Militant politique et syndical connu des services de police, il s'est fait par ailleurs condamner à 3 mois de prison avec sursis en 1970 (violence à agent dans une manifestation)...Hors de question

en conséquence de lui confier les deniers publics et l'animation d'une MJC. Le CA a le choix entre se soumettre (licencier Alain) ou choisir la lutte, remettre en cause la procédure d'agrément et prendre le risque de la fermeture en cas d'échec. C'est ce que les militants du PCF du CA ont du mal à trancher, et ce qui explique aussi le silence de la section locale du PC et de l'UL CGT sur le quartier. Le CA exige aujourd'hui des raisons précises au refus d'agrément et estime que le problème de la convention entre les MJC et la ville de Paris est remise en cause par la création du conseil municipal d'arrondissement.

Au niveau de Paris, dès la connaissance de l'affaire, les conseillers des Partis Communistes, Socialistes et Radicaux de gauche par « questions écrites » interpellent le préfet.

Sur le quartier plusieurs associations et organisations, considérant l'attaque à la liberté d'opinion des travailleurs que représente ce licenciement réagissent !

Le Parti Socialiste, le Parti Socialiste Unifié, la Ligue Communiste Révolutionnaire, le Syndicat social (sascor 75) CFDT, l'Union locale CFDT, le Comité Populaire CLAJ, « vivre dans le 14<sup>e</sup> » ont décidé la diffusion massive d'une lettre ouverte au préfet, l'élargissement de la pétition, la réalisation d'une soirée de soutien comprenant une partie débat et une partie artistique.

Des contacts sont pris pour élargir le soutien : Ligue des droits de l'Homme, Fédération Cornec, Groupes Femmes du quartier.



## les temps modernes

### Avec les éducateurs

Un Comité de Soutien parisien aux Travailleurs Sociaux de Nantes s'est constitué. Il se donne pour tâche de développer la solidarité autour de l'éducateur et du directeur de MJC qui passeront devant les tribunaux le 10 mars pour « incitation de mineurs à la débauche ». Ce comité est soutenu par de nombreuses sections syndicales de la région parisienne, Champ Social, la LCR, l'ORA, la FA, le GLH-PQ...

Aujourd'hui, Champ Social organise à 20 h, un meeting débat, salle de l'AGECA, 177 rue de Charonne : « Les formes de lutte dans le secteur social ». D'autres initiatives sont prévues.

A Nantes même, plus de 300 demandes d'inculpations de solidarité ont été signées. Des grèves sont prévues pour le jour du procès à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT, ainsi qu'une manifestation nationale à Nantes.

Informations : Pour la région parisienne : Champ Social 1 rue des Fossés St Jacques, permanence le Jeudi après-midi

Pour Nantes, Comité de Soutien Daniel Praud CAE, 65 route de Herbain, 44 188, Nantes. Soutien financier : CCP à Gralpeois, 3864 18 D

### scapulaire...

Parmi les exploits du père Fabre à l'Espelidou : faire porter en permanence à l'une de ses pensionnaires 3,5 kilos de vaisselle cassée autour du cou... pour la « racheter » de l'avoir brisée sans doute. Honneur oblige quand on dirige : l'Oeuvre hospitalière C. Garnier sous le patronage de l'Ordre militaire et hospitalier de St-Lazare de Jérusalem pour l'épanouissement des Hunors (Humains-non-raisonnants). En attendant, les étudiants en 4<sup>e</sup> année de psycho à Paul Valéry à Montpellier sont en grève pour exiger la démission de leur directeur, qui est aussi le psychiatre de l'Espelidou et de plusieurs IMP de la région, chargé de cours de psycho criminelle à la fac de droit et expert auprès du tribunal !!!

## La Mongie 7 MORTS POUR UNE DEMI RECETTE

Comme à val d'Isère, à Tigne, à Isola 2000, on invoque la fatalité. Pourtant on a su après coup que les responsables, sciemment, s'étaient mis dans des situations où la catastrophe devait arriver, un jour ou l'autre. Il en est de même à La Mongie :

- La veille de la catastrophe, le bulletin régional d'alerte de Toulouse annonçait « une situation propice à des coulées de neige assez sérieuses dans tous les secteurs ».

- Dès le samedi, la station voisine avait fermé pour le week-end devant l'étendue des risques.

- Le personnel de déneigement (qui ne dépend pas de la station) discutait depuis le matin de l'heure où cela risquait de tomber, 13 H, 14 H ?

- Personne ne savait la dernière année où les rateliers à neige ont été nettoyés. La commission de sécurité ne s'est pas réunie le dimanche pour discuter d'une éventuelle fermeture.

Pourquoi tant de négligence ? c'est tout simple : vous pensez bien qu'on allait pas gâcher le premier jour de vacances des parisiens. « On », c'est les commerçants privilégiés de la station qui font la

pluie et le beau temps (et les catastrophes) avec leur représentant De Boysson, maire de Bagnères de Bigorre et responsable de la station. La perte d'une demi-journée de recette est une hypothèse impensable pour les profiteurs du système.

A tel point qu'après la catastrophe, la journée de deuil a été fixée au... lundi suivant, une fois les vacanciers rentrés chez eux. Ainsi la perte financière était minimum.

Et ce n'est pas fini, tout le monde sait que l'immeuble Moyon (avec dancing) est en train de se construire dans un couloir d'avalanche... comme celui de l'UCPA à Val d'Isère (plusieurs dizaines de morts). Les cartes mêmes le spécifient. Qu'à cela ne tienne, on fait modifier la carte : raccourcir le couloir d'avalanche. La construction peut donc être entreprise, avec permis de construire signé par le préfet.

Ces broutilles n'empêchent nullement Poniatowski de venir décorer De Boysson « son remarquable camarade de promotion de l'ENA » en fin d'année... Et quand l'avalanche s'abattra sur le dancing, on parlera de fatalité... Correspondant

## Samaritaine

## LE MEPRIS

Trois jours après l'accident, qui a fait trois morts et cinq intoxiqués à la Samaritaine, les experts en sont toujours à tenter de déterminer les causes du drame. On avait parlé tout d'abord d'un dégagement d'hydrogène sulfureux provoqué par le contact avec une roche calcaire de l'acide utilisé pour le nettoyage du puits. Mais depuis quatre des bidons employés par les ouvriers de l'entreprise Huillet ont été transportés dans le plus grand secret aux laboratoires de la Préfecture de police aux fins d'analyse.

Une chose est désormais certaine en tous cas : l'accident, quelle qu'en soit la cause était loin d'être imprévisible. Les témoignages des voisins du magasin n° 2 de la « Samar »

sont formels : il y a deux ou trois semaines, la même odeur d'« œuf pourri », qui a caractérisé l'accident de mardi soir, s'était répandue dans le quartier. « Pendant une demi-heure environ, ensuite ça s'est tassé, se souvient un patron de café. C'est pour cette raison que mardi, on ne s'est d'abord pas tellement inquiété ». Un employé d'une entreprise de plomberie apporte des précisions troublantes : « Deux jours avant l'accident, nous avons retiré la pompe qui fonctionnait au fond du puits en cause. Il fallait la recouvrir de cuivre, le fer étant complètement mangé. C'est à peine si on a pu tenir dans ce sacré puits, tant l'odeur prenait à la gorge ».

Malgré ces avertissements, qui témoignaient pour le moins d'une situation anormale, personne n'a donné de consignes particulières aux ouvriers chargés de l'opération. Ils ignoraient tout ; 3 d'entre eux l'ont payé de leur vie, un quatrième est dans un état désespéré.

Comme si cela ne suffisait pas, la direction de la Samaritaine a fait preuve du même mépris — écrasant — à l'égard de ses employés. « On a tout appris par la radio » dit une vendeuse ; « il a fallu reprendre le boulot sans information, comme si de rien n'était » renchérit un réceptionnaire.

A l'instigation de l'inspecteur du travail, une réunion du Comité d'hygiène et de sécurité (CHS) a tout de même été provoquée. « Ça s'est passé d'une façon toute simple, raconte un militant CFDT. Le patron s'est dressé, a pris le « Parisien libéré » du matin sur la table et nous a lu, du début à la fin, l'article consacré à la catastrophe. Puis il a levé la séance ! ». Quant aux cadres, ils répètent à l'envie, selon un magasinier, que cette « histoire » n'a rien à voir avec la « Samar », puisque les ouvriers appartenaient à une entreprise extérieure.

En attendant, à la Samaritaine, les employés vendent et les clients achètent. A trois mètres du puits, entouré de planches, une quinzaine de personnes travaillent à la réception des marchandises. Lorsque nous avons voulu interroger l'une d'entre elles, un inspecteur du magasin — noeud papillon, cheveux gominés — s'est aussitôt interposé : « Il n'y a rien à voir, rien à entendre. C'est un accident comme il s'en produit tous les jours ».

Fatalité, accident malheureux, faute professionnelle des ouvriers : laquelle de ces trois explications — qui n'en sont pas — va-t-on tenter d'accréditer ?

E. Eauvives

## école

grèves et manifestations dans toute la France

### IUT CONTRE PATRONS

Mercredi dernier c'était la journée nationale d'action des Instituts Universitaires de Technologie. Les « IUTiens » luttent, comme chaque année, pour la reconnaissance de leur diplômes, le DUT, dans les conventions collectives pour la rémunération des stages obligatoires en entreprises.

A Montpellier, ils étaient une centaine à occuper le siège de l'Union Patronale Interprofessionnelle. A Nancy, la grève a été très majoritairement suivie et ils étaient 300 à occuper les locaux de la Chambre Patronale, une délégation étant reçue par le secrétaire de l'Union des Chambres Patronales de Lorraine. A Brest une manifestation régionale des IUT bretons a réuni un millier de manifestants qui ont occupé symboliquement la Chambre de Commerce et d'Industrie. De leur côté, les IUTiens de Nantes, St Nazaire, et Rennes ont manifesté à Nantes devant le Groupement Interprofessionnel Patronal de Loire-Atlantique : ils étaient 500. Enfin, à Tours, c'est la Chambre Patronale que les étudiants de l'IUT et des classes de BTS (Brevet de Technicien Supérieurs, non reconnu, lui aussi) ont occupé.



Commencé, il y a près d'un mois, le mouvement des IUT trouve donc un second souffle en province alors qu'à Paris, la grève est parfois suspendue. Ces inégalités recouvrent un problème réel : le côté « grève vacance », alimenté par un profond « ras le bol », que revêt parfois la grève des IUT et, aussi, le sentiment d'un certain isolement, alors que les luttes étudiantes contre la réforme du second cycle sont jusqu'ici restées éclatées. C'est dire l'importance de la rencontre nationale des facultés en grève et des structures de lutte étudiantes à Paris le 6 mars, à laquelle, certains IUT ont déjà décidé de participer, et également de la journée d'action et manifestation qui la précédera, le 3 mars. Deux initiatives-test, décidées par une rencontre nationale des facultés en grève à Nantes, samedi dernier.

### femmes

6 Mars... place de la république à 15 h. TOUTES DANS LA RUE

*L'année de la femme est finie, mais pour nous rien n'a changé.*

*Les seules choses que nous ayons acquises, nous les devons à nos mobilisations. C'est par milliers, au côté du MLAC que nous avons obtenu ce droit, trop longtemps refusé, à disposer de notre corps, à choisir nos maternités. Mais ce droit, il ne s'applique pas aujourd'hui à toutes, parce que les hôpitaux n'ont pas les moyens d'avoir des services d'orthogénie, parce que l'avortement n'est ni libre pour les femmes mineures ou immigrées, ni remboursé par la sécurité*

*sociale.*

*Nous ne ferons confiance qu'à nos luttes, à notre force collective pour briser ce système d'oppression et d'exploitation.*

*C'est une tradition de lutte des femmes que nous voulons faire revivre. Le 8 mars doit redevenir une journée internationale de solidarité, de mobilisation, de grève des femmes.*

**Coordination parisienne des groupes femmes d'entreprises, de quartier, de lycées de facultés.**

## armée



*Les petits engagés sont une des couches les plus sensibles à la crise que connaît l'institution militaire. Ils sont écartelés entre une hiérarchie qui les méprise et un contingent qui les comprend mal.*

*Il appartient aux comités de soldats d'offrir des perspectives à cette révolte qui couve, de ne pas renvoyer les engagés à leurs aigreur, à leur impuissance. C'est ce qu'explique en substance l'article des camarades du Comité de marins de Lorient, dans leur bulletin « Col Rouge ».*

*La lettre de parents que nous publions témoigne en revanche du mépris dans lequel l'armée tient les « p'tits gars » qui, sans trop savoir où cela les menait ont un jour accepté les offres du Centre de documentation de l'armée. N'en déplaise à Bigeard et Bourges, si prompts à traquer la subversion, elle montre bien qui démoralise la troupe et... la jeunesse civile.*

**Les parents d'un ancien engagé écrivent à la presse**

*« Notre fils s'est engagé pour trois ans dans la Marine nationale afin d'apprendre le métier de diéséliste, métier qu'il n'a pas eu la possibilité d'apprendre dans le civil, faute d'école*

*« Après deux ans passés à l'armée, ayant été contraint de participer à tous les tirs atomiques, lors de la campagne de Mururoa en 1974 (les 7 derniers tirs aériens), il a été traumatisé par ce type d'expérience. Son congé ayant été retardé, de retour en France, fiancé à une jeune fille de santé fragile, inquiet, plusieurs fois il n'a pu réintégrer sa base à temps et donc a été considéré comme déserteur. Déprimé, il a été soigné au Tranxtène 10. Malgré la reconnaissance de cet état dépressif (reconnu par l'hôpital Béguin), l'autorité militaire n'a pas hésité à le condamner à cinq mois de prison avec sursis et un mois ferme. Libéré après 23 jours de prison, il a été renvoyé dans ses foyers.*

*« Heureux de retrouver sa femme, ayant trouvé du travail et un logement, quelle ne fut pas sa surprise, après trois mois de vie civile, d'être convoqué à la gendarmerie de St-Michel sur Orge (Essonne) pour « réouularisation de sa situation militaire ».*

*« Surpris et craintif, ayant été maltraité quelques mois auparavant par quelques gendarmes (frappé aux testicules, aux plis des bras et derrière les genoux, pour ne pas laisser de traces, méthodes dignes de la Gestapo, telles que nous les avons vécues dans la Résistance (FTP).)*

*« A cette dernière convocation, devant la crainte de notre fils, nous l'avons accompagné pour aller chercher ses papiers militaires. A notre grande surprise, on l'a amené à Fleury-Merogis pour sept jours.*

*« Civil, le voilà condamné pour un complément de peine militaire.*

*« Peu importe à ces messieurs de l'autorité militaire qu'il ne puisse payer son loyer et perde son emploi.*

*« Il est certain que si notre fils était fils de bourgeois, les choses ne se seraient pas passées de la même façon. Il aurait été traité avec égard, il n'aurait certainement pas de jours de prison, il n'aurait pas de souci de logement, et ne risquerait pas de se retrouver au chômage.*

*« Ce qui frappe est donc une justice de classe dont nous ne pourrions nous débarrasser qu'en renversant la bourgeoisie et en instaurant notre propre justice, celle du prolétariat. »*

*Cette lettre est signée par M. et Mme Casset, de Ste-Geneviève des Bois.*

**Les « Engagés volontaires »**  
extrait de Col Rouge n°5 journal du Comité de marins de Lorient

*« On ne peut pas nous répondre qu'il y a peu d'engagés qui le regrettent. Mais non, nous travaillons avec des jeunes qui, à 20 ou 21 ans, parce qu'on leur avait dit « dans l'armée, la marine, tu auras une situation et si l'armée ne te plaît pas, tu pourras apprendre un métier », se retrouvent désemparés face à l'avenir. Pour eux, l'avenir, c'est le trou noir. Aucune qualification sérieuse, ou pas de qualification tout court au bout de ces trois ou cinq ans qui leur permette de dire qu'ils n'ont pas tout perdu. Quand on a passé trois ou cinq ans à manier le balai ou le pinceau en guise de formation professionnelle, le bilan est assez morose. A vous, messieurs les recruteurs, de faire le pourcentage de ceux qui remplissent. (...) Il est temps de mettre fin à ces pratiques scandaleuses qui détournent la jeunesse... Droit à la résiliation du contrat ! »*

Col Rouge



### faites chauffer l'école

● Toulouse : la grève a été reconduite en facultés de lettres et Sciences jusqu'à mardi prochain. Une manifestation s'est tenue hier jusqu'au siège de l'Union régionale des groupements patronaux, à l'appel des comités de grève étudiants. D'autres propositions seront discutées par les assemblées générales. Ainsi la tenue mercredi prochain sur le campus de meetings « école-emploi » avec l'UD-CFDT et la FEN, la CGT ayant refusé de s'y associer. Les étudiants prévoient de contacter aussi les travailleurs des entreprises proches de la fac : l'APC, CIL, Motorola, ainsi que les collectifs chômage toulousains.

● Lyon : contre la partition de l'université en une faculté concurrentielle (Lyon 3) et une faculté dépotoir (Lyon 2) une manifestation se tiendra aujourd'hui sur le campus lors de la réunion du conseil d'administration de Lyon 2 à 18 heures.

● Clignancourt : la grève d'aujourd'hui est un succès. L'AG de 400 personnes décide la poursuite et appelle à la coordination des facs.



### l'homme des casernes

**La répression continue, la lutte aussi !**

● Dans les casernes, la répression ne démord pas. A St Cyr, c'est contre le Comité de soldats (« RAS ») qui a eu le front de dénoncer le départ d'appelés à Djibouti que la répression se déchaîne. A Orléans, c'est aussi contre le Comité de soldats (« Quartier libre ») que les flics militaires exercent leurs talents de fins limiers. Première victime, Pierre Tessier, soupçonné d'être un animateur du Comité, il est emprisonné depuis le 13 février dans des conditions d'isolement particulièrement dures, entrecoupées par des interrogatoires de la SM. Plein succès pour la SM : un numéro 3 de « Quartier libre » vient de sortir sans encombre. Ce bulletin comporte, entre autres, un appel à une réunion nationale des Comités de soldats avec le soutien des organisations ouvrières.

**Des moutons, pas de dragon !**

● Après avoir joué début février à Paris, la troupe de la Cardabelle, actuellement en tournée en France et en Suisse, avec la collaboration des Comités Larzac, donnera à nouveau des représentations de sa pièce « Des moutons, pas de dragon » au théâtre du Soleil, à la Cartoucherie de Vincennes les 4,5,6,7,8,9,10 mars à 20 h 30 avec, les samedi et dimanche 6 et 7 deux après-midi d'animation culturelle autour du Larzac.

**ENGAGEZ VOUS QU'ILS DISAIENT**

## SURREALISME ET FLEURS DE PLASTIQUE

### exposition

## PICABIA : « Un grand pionnier de l'esprit moderne »

(Breton)

Ce qui différencie Picabia de tous ses contemporains c'est sans doute le refus de toute complaisance, fût-ce au plus révolutionnaire de son apport. Chaque période de son œuvre, à partir de l'« orphisme » (ce cubisme dynamique baptisé par Apollinaire), poursuivie et développée, aurait fait de lui un maître indiscuté. Mais c'est précisément cela qu'il n'a pas voulu.

Un jour de la fin de 1908, ce jeune millionnaire a eu la nausée du succès facile et mondain, il s'est arraché à l'approbation de sa classe et est entré en « avant-garde », remontant le courant, d'abord en disciple (des nabis, des pointillistes, des fauves), puis, trois ans plus tard, maître de ses moyens, rejoignant le cubisme, il s'y inscrit en marge, par un dynamisme qui ne peut le porter qu'ailleurs.

La rencontre capitale de Marcel Duchamp accouche sa propre nature : il sera désormais de toutes les inventions plastiques de cette période de naissance explosive de l'art moderne. Mesquin est le début : a-t-il été premier ou second de tel surgissement ? L'important, est qu'il participe à tous les surgissements, puis délaisse les plus riches trouvailles personnelles pour reprendre la chasse, au risque de se perdre, toujours autre, et semblable à lui-même, oiseau qui ne se pose jamais, « homme qui doit mâcher un revolver dont le coup partira s'il interrompt un seul instant, son étrange exercice » (Picabia, cité par M. Bonnet).

Deux clefs sont nécessaires pour comprendre ce cheminement cahotique et fiévreux. La première, c'est précisément l'ébranlement de toutes les valeurs que provoque le grand massacre impérialiste : la dénonciation qu'il impose, non seulement de la bonne conscience « belle époque » que l'art reflétait en toiles léchées, mais aussi de l'exaltation moderniste que le futurisme avait portée avec le plus de conséquence. La seconde, c'est le risque de ce qu'on appellerait aujourd'hui la « récupération ». Les artistes sont pour la bourgeoisie, les enfants terribles, dont les excès doivent être considérés avec indulgence. Un peu de patience, et on pourra réinjecter leur surcroît d'énergie, en somme, légaliser les bâtards. C'est peut être parce que Picabia avait été un artiste « commercial » et qu'il n'ignorait rien des moyens tentaculaires de la classe bourgeoise qu'il ne succomba à aucune tentation d'enveloppement. (ce que le surréalisme, auquel il n'appartint jamais, su lui reconnaître et en particulier, les hommages de Breton, le plus sensible à la moindre inclination de compromission). Cette liberté de toréro — liberté dans l'arène et dans la règle du jeu acceptées — n'allait pas sans risques, et d'autant plus que le duel scandé de provocations rendait peu évitable le faux pas qui, parfois, n'est qu'une feinte.

Personnalité dominante du groupe Dada, il a été, écrit Marguerite Bonnet, « la cible favorite des attaques ; c'est à lui que sont envoyées les lettres d'insultes... » Sa mort, et plus de vingt ans passés depuis, n'ont pas désarmé la hargne que suscite la liberté de Picabia, et peut-être ce que peut avoir d'insupportable pour certains, une œuvre qui a frayé tant de voie qu'elle condamne tous les claudiquants à la conscience d'être des épigones. (1)

M.L.

(1) Un article haineux de B. Tessédyre dans le Nouvel Observateur est un bon exemple d'un tel réflexe réactionnaire.

Un article de l'Humanité (3 février) consacré, sur deux colonnes, à monter une mauvaise querelle au texte de couverture d'une anthologie poétique, voilà bien un de ces événements minuscules qui ne semblent pas de nature à effleurer le mouvement ouvrier aux prises avec tant d'iniquités. Pourtant, le papier signé Jean Marcenac et qui pourrait, au regard négligent, ne sembler qu'un règlement de compte d'homme de lettre, construit de petites perfidies, est, en réalité, partie d'une grande manœuvre de falsification stalinienne, quelque chose comme une opération de commando qui ne prend son sens que dans le cadre d'un vaste plan stratégique.

Ce plan est le suivant : capter l'héritage surréaliste au profit du stalinisme « déstalinisé », new look, national et réformiste. Le moyen : tenter de dicréditer la dernière génération surréaliste qui entoura Breton aux jours les plus sombres, et lui opposer les illustres renégats de la dernière période, surtout Aragon, à la fois général de cette offensive et profiteur n°1 de l'escroquerie. L'enjeu est de taille : faire disparaître comme dans une trappe les décennies de « réalisme socialiste » policier des actuels violeurs de sépultures en même temps qu'enlever sa dimension politique au surréalisme et le transformer en vague courant artistique « sans rivage ». De ce double tour de prestidigitation, on espère éblouir assez bien les consciences peu exigeantes d'une majorité d'intellectuels « de gauche » pour les regrouper à nouveau, contents d'eux-mêmes et bien assis sur un passé truqué, autour du grand parti du

peuple tout entier, lequel a besoin d'eux comme eux de lui dans sa perspective d'être demain le grand parti du gouvernement de la démocratie bourgeoise avancée.

Le P.C.F. aura autant de mal à mener cette tâche de bricolage à bien que toutes celles qu'il se donne par ailleurs. Si le surréalisme est « une des lignes de forces majeures » (Marcenac) de notre temps, toutes ses composantes dénoncent ce qui a fait le stalinisme et le rend toujours dangereusement radioactif jusque dans ses formes décomposées. Le surréalisme est partie de la révolution, et, à ce titre, les actuels chantres de la morale de Paul VI et du militarisme républicain n'ont aucune chance de masquer longtemps, tel le roi du conte de Marcel Schwob, leur tête pourrie de lèpre sous un masque d'or emprunté. Le visage éternellement jeune du surréalisme les dénoncera toujours par la seule arme de son sourire d'ironie.

Michel Lequenne

L'alliance constante du surréalisme et du marxisme révolutionnaire nous faisait un devoir de donner place dans nos colonnes à l'article de Vincent Bounoure sur cette affaire. La lettre de Jean-Louis Bédouin, qui y est reprise, n'a pas trouvé place dans l'Humanité. En refusant cette insertion pourtant légale, Roland Leroy ne prouve pas seulement que la loi bourgeoise rend trop libérale pour les staliniens « déstalinisés », mais aussi réduit les « cent fleurs » de Marcenac à ce qu'elles sont : des fleurs de plastique au parfum de formol.

## Une offre publique d'achat par Vincent BOUNOURE

Les récentes assises du PCF ont démontré, quelque décision qui soit mise aux voix, qu'on y votait bien. Encore mieux qu'à Mayotte. Alors que les libertés, à défaut de triompher à travers le monde, servent de flambeau que se passent sans discontinuer comme en une cérémonie olympique Brejnev et Ford, Marchais et Poniatowski, on voit que la fièvre de démocratisation dont le « parti des travailleurs » vient d'être saisi n'a pas eu jusqu'à présent l'effet dissolvant qu'on devait craindre, qu'elle n'a en rien altéré son monolithisme robuste. Les « changements dans le Parti » ont si copieusement ces dernières semaines défrayé la chronique qu'on s'abstient d'en discuter si un incident récent, pour minime qu'il soit, n'en donnait un exemple particulièrement clair.

Une anthologie de la poésie surréaliste, présentée par Jean-Louis Bédouin chez Seghers et rassemblant des œuvres de tous les poètes surréalistes de langue française sans exception notable, vient d'être rééditée en livre de poche. L'Humanité du 3 février prend prétexte de cette réédition pour tenter de disqualifier Bédouin et pour faire passer quelques anciens surréalistes devenus staliniens, dont il a eu le tort de négliger la production jdanovienne, pour les plus authentiques et les plus actuels représentants du surréalisme véritable (...)

Je reproduis maintenant la réponse de Bédouin à Leroy :

Mis en cause dans l'Humanité du 3 février 1976 par un de vos rédacteurs, lequel me dénonce devant vos lecteurs comme auteur d'une « manipulation publicitaire » de « genre frauduleux » visant d'après lui à me remplir les poches en me servant du nom d'Aragon,

substitué à celui de Robert Desnos dans le prière z'insérer de la réédition de mon ouvrage « la Poésie surréaliste », je vous prie de publier in extenso la mise au point suivante : on me reproche d'avoir reproduit, eh page 4 de couverture de mon livre, « La poésie surréaliste », « à des fins d'appât, un passage de l'introduction en y glissant le nom d'Aragon, qui n'est pas nommé dans ce passage précis ».

Pour ruiner l'argumentation de votre chroniqueur, il me suffira de regretter que la maquette de la couverture de cette réédition ne m'ait pas été soumise, ce qui aurait permis d'éviter en outre la substitution d'une composition anonyme au dessin d'Yves Tanguy qui figurait sur la couverture de la précédente réédition.

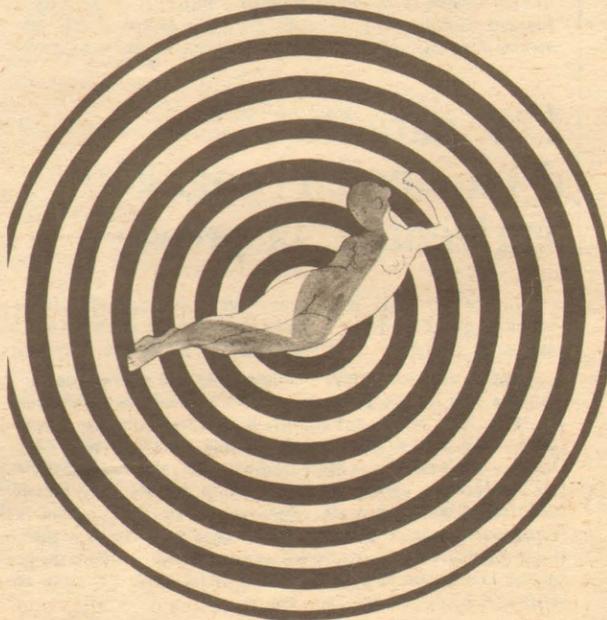
Il n'en reste pas moins

vrai, que pour illustrer la diversité de la poésie surréaliste, j'ai cité parmi beaucoup d'autres Robert Desnos, déporté et tué par Hitler, de préférence à Louis Aragon qui n'a pas honte de vivre après avoir clamé « Vive le Guépéou ! ».

La voie la plus sûre vers le socialisme, qui, selon M. Andrieu, passe par la démocratie, n'a pas conduit M. Leroy jusqu'à insérer dans sa feuille cette rectification. C'est que le PCF prétend aujourd'hui au monopole de la culture de même que s'il renonce à parler de dictature du prolétariat, c'est dans l'espoir de monopoliser plus promptement le pouvoir. Ainsi s'explique que L'Humanité du 3 février ait dû présenter le surréalisme comme « l'une des forces majeures de notre temps » en constater « l'influence » et en

célébrer « l'efficacité réelle et continuée ». Comme on ne saurait en dire autant ni de la « poésie » de propagande, ni du réalisme socialiste, tant pratiqués par quiconque a obtenu du PC sa médaille d'intellectuel, il est symétriquement urgent de les faire passer pour d'heureux aboutissements de la poésie moderne. Ainsi la bureaucratie stalinienne peut-elle espérer confisquer à son profit les forces agissantes du surréalisme.

Aux fins ainsi poursuivies avec une application plus marquée depuis quelques mois se sont trouvés fort appropriés les moyens dont les staliniens ont l'irremplaçable expérience et qui leur permettent, en particulier à la Libération, d'exercer sur les intellectuels de ce pays une répression durable : procès d'intention, diffamation, amalgame, manipulation du vocabulaire par substitution du contenu, tromperie systématique en matière d'idées. La constance des méthodes qu'illustre la misérable querelle intentée à Bédouin permet de conclure à la permanence des objectifs dont l'annexion du surréalisme, obstinément organisée par Aragon depuis dix ans, n'est qu'un exemple. Il a cru que la mort de Breton lui vaudrait facile de remodeler vite sa statue. Le ballet de dindons dont il interroge les gloussements ne le lui dira pas : le surréalisme, quoi qu'Aragon ait toujours cru, n'a jamais été et n'est pas à vendre. De même la liberté n'est pas divisible. Mais il y a lieu de craindre que le stalinisme soit à présent parvenu à une dextérité supérieure dans l'escamotage frauduleux et à une introduction plus délicate que par le passé de la balle dans la nuque. C'est ce qu'on appelle mettre le doigt sur la détente : la liberté est ailleurs.



OPTOPHONE

Francis Picabia

Picabia 1922 : n'est ce pas déjà le pop' et l'op'art ?

## Prise de parole

### a propos de Jeanne Dielman

L'article sur le film *Jeanne Dielman*, paru dans le N° 335 de *Rouge* est choquant : choquant parce qu'il sous-tend comme conception sur une critique de film. C'est un commentaire purement intellectuel (qu'on croirait sorti d'une discussion de salon de thé) sur un film qu'on a vu et sur lequel on exerce son talent verbal (pour ne citer que quelques mots : hyper-réalisme, réalisme, symbolisme, logique interne, dynamique interne, névrose, névrose obsessionnelle, psychose, verisme, épaisseur psychique, métaphysique, etc.) Je pense que ce n'est pas là l'intérêt dans un journal comme le nôtre d'une critique de film : nous ne sommes pas une revue de cinéma, s'adressant à des cinéphiles.

L'intérêt d'articles sur des films est d'abord informatif, et ceci pour une raison toute bête, mais importante : le prix des places.

Le cinéma est actuellement en France un loisir de cadres et d'intellectuels : les ouvriers y vont en majorité très peu : toutes les statistiques s'accordent là-dessus. Notre but, à défaut de faire nous mêmes des films que nous voulons, est au moins d'opérer un choix, d'aiguiller au minimum les lecteurs qui ne vont pas beaucoup au cinéma, c'est-à-dire une grande partie des lecteurs ouvriers, sur des films dignes d'intérêt. Cela ne veut pas dire faire des articles uniquement sur ces films-là : il faut aussi renseigner sur les films que ne nous ont pas plu.

Dans ce cadre, voyons quelle information donne cet article sur « Jeanne Dielman » : pratiquement aucune. Pour comprendre l'article (et encore), il faut déjà avoir vu le film.

Quest-ce que « Jeanne Dielman » en vérité : un film de plus de trois heures, où l'on voit pendant ces trois heures trois journées d'une femme qui se lève le matin, prépare le petit déjeuner de son fils, fait les courses, reçoit un homme (elle tire son argent des hommes avec qui elle couche : un par jour), fait le ménage, la vaisselle, prépare le dîner, dîne, fait une promenade, va se coucher. Aucun détail de cette vie quotidienne ne nous est épargnée (sauf — pourquoi ? — quand elle va aux toilettes). Les seuls dialogues du film sont les quelques mots échangés avec son fils, ou un commerçant (et ils sont peu nombreux) et tout ceci se répète tous les jours, et

ceci dure trois heures, et c'est d'un tel « réalisme » que certaines scènes durent leur temps réel. Par exemple : on voit Jeanne Dielman de dos faire sa vaisselle pendant 10 minutes, et on ne voit même pas la vaisselle parce que son dos la cache, en fait on ne voit que le dos de Jeanne Dielman, pendant 10 minutes ! Oui, la journée d'une femme est pénible, mais ce n'est certainement pas le meilleur moyen de le montrer, de faire prendre conscience aux femmes de leur oppression. Le film a un trait dominant : il est ennuyeux, et je doute qu'une femme qui vit cette sorte de vie (et non une femme déjà convaincue) ait été intéressée par ce film (dans le cas peu probable où elle aurait été le voir). Parce que quand on n'a pas le loisir de se réfugier derrière tout un vocabulaire d'analyse pseudo-psychologique pour faire passer ces trois heures, on regrette d'avoir payé 10 Frs. Et ça, ce sont des choses qu'il faut dire dans un article.

C'est un film sélectif, il est fait pour des intellectuels : eux seuls peuvent admirer à quel point l'immobilisme de la caméra et les cadrages statiques rendent la monotonie de la vie. En fait, ils rendent le film monotone.

Chantal Akerman (la réalisatrice) a eu tort de faire son pari sur l'évidence des choses. Il ne suffit pas de « montrer ». La réalité n'est pas toujours criante. Elle peut l'être quand on a déjà une prise de conscience derrière soi. Si on montre dans un film pendant trois heures un ouvrier devant sa chaîne, un public ouvrier n'y verra pas (par l'évidence de l'image) l'oppression capitaliste, et rien n'existera dans ce film pour l'accrocher, pour le faire réfléchir, et ceci pour une raison simple, c'est que le film ne l'intéressera pas. Il est utopique de penser que l'image est en elle-même démystificatrice. Quelle différence avec les films d'Eisenstein (*Octobre*, *Potemkine*...) où il y a une vie, une flamme qui est communiquée au spectateur, en même temps que l'envie pour lui de comprendre ces choses qui se déroulent (sur pellicule) devant ses yeux.

L'article de *Rouge* réussit à parler du film sans que le lecteur à aucun moment ne sache exactement de quoi le film parle. Je crois qu'il fallait un minimum rétablir les choses.

Eva F.

## dans l'objectif

### PARIS

#### Théâtre

● « Le chant du facteur » de N. Hikmet, par le groupe Organon, à la MJC Théâtre des deux Portes, 46 rue Louis Lumière, 75020 Paris — Tél : 797 24 51. Tous les soirs à 20h 30 (sauf dimanche : 16 heures) jusqu'au 2 mars, puis du 4 au 8 mars. Prix des places : 20F pour les individuels, 13F étudiants, 10F collectives.

Tout ce qui se passe en ce moment dans cette MJC constitue un programme de soutien. Elle est, en effet, menacée à la fois par la Ville de Paris et la préfecture. Il faut les aider.

● « Dora », la dernière pièce de P. Bourgeade est mise en scène par Jaromir Knittl au TPN, 16 rue Georges-Agutte dans le 18°. Tél : 228 43 42. A partir du 1<sup>er</sup> mars jusqu'au 25 mars à 20h 45. Prix des places : 25F. Etudiants : 15F. C'est la troisième pièce de Bourgeade

représentée cette saison. Une performance ! On n'a pas vu les deux autres, mais on en a entendu causer : c'était bien. Prétexte de celle-là : « le 28 juin 1914, l'archiduc François-Ferdinand se rend en voyage officiel à Sarajevo. Le jour même à Vienne, un jeune médecin, le docteur Freud, reçoit sa première « malade », Mlle Dora. »

#### Chansons-musique

● Encore Béranger à la Cour des Miracles.  
● Qu'on se le dise : Jacques Higelin sera le 9 mars à 20h 30 à la MJC-Théâtre des deux Portes (voir adresse en « Théâtre »).  
● Ce soir et demain, J.-P. Kalfon et M. Claude sont au Gibus pour jouer leur rock favori.

### BANLIEUE

● VIGNEUX-FRESNES : « Les aventures de Pierre Tissemales », nom francisé d'un héros populaire du folklore latino-américain — par l'atelier Hector Pavez, le 29 février à 14h 30 à la

salle des fêtes de Vigneux et le 3 mars à 15 heures à la MJC de Fresnes.

● COLOMBES : 6 films du cinéma algérien, les 28 et 29 février, à la MJC, 14 rue Thomas d'Orléans. Prix des places pour l'ensemble : 28F — 20F pour les moins de 18 ans. Toujours à la MJC, le groupe Zao est de passage ce soir.

● MONTREUIL : José Alfonso et Francisco Fanais animent un gala de solidarité avec les travailleurs portugais, le 3 mars à 20h 30, à la Maison ouverte, 17 rue Hoche.

### PROVINCE

#### LYON

● A centre dramatique du 8<sup>e</sup>, les Mirabelles jouent « Berceuses d'orages » jusqu'au 29 février. Au théâtre des Jeunes années, Paul Mas présente ce soir « Kikerikiste », un spectacle pour enfants : deux amis se disputent dans un décor surréaliste où la désunion fait la force... des autres.

### MONTPELLIER

● Ange y passera le 4, mais ce soir, c'est le Théâtre de la Tempête qui présente sa « Pastorale de Fos ». Un gros succès, mérité, à Paris.

#### Caen

● Festival de « la femme cinéaste ». Du 2 au 6 mars, à la Comédie de Caen, c'est « Jeanne Dielman » de Chantal Akerman (le 2 mars, débat avec l'auteur). Du 3 au 7 mars, « Je suis Pierre Rivière... » de Christiane Lipinska prend la relève au cinéma Lux.

#### NOUVELLE DU JOUR

● Qualifié par le tribunal de Sarrebrüch de « défilé de représentations de la plus violente brutalité et des plus grandes perversions, sans aucune trace d'art », *Salo*, le dernier film de Pasolini, a été saisi sur tout le territoire ouest-allemand.

Qui a dit : « Quand j'entends le mot culture, je sors mon revolver ? »

## billet TF1

### La légende au service de l'idéologie

Les programmes de concert et les manuels scolaires ne se lassent pas de rapporter les circonstances de la commande du Requiem à Mozart par « un mystérieux messager vêtu de sombre » dont l'aspect sinistre aurait convaincu Mozart que sa fin approchait. Le fameux messager n'était que l'envoyé d'un noble qui fit exécuter le Requiem comme s'il avait été écrit par lui. D'où l'anonymat de la commande et les airs mystérieux du messager.

Mais il appartenait au XIX<sup>e</sup> siècle et au Romantisme de s'emparer dès sa mort de Mozart pour magnifier a posteriori le culte de l'artiste-héros mort dans la misère et l'incompréhension, vision dominante de l'art pour le XIX<sup>e</sup> siècle. Enfin, il s'agissait en faisant du Requiem, l'œuvre volontairement écrite en dernier par Mozart de faire valoir son catholicisme et donc de reléguer dans l'oubli un fait indéniable : tout au contraire, ce qui l'a occupé dans les derniers mois de son existence, c'est d'une part l'accomplissement du rêve de sa vie : la composition du premier opéra national allemand : « La flûte enchantée », et d'autre part, les œuvres consacrées à ses frères francs-maçons. Voilà une lutte menée contre l'ancien régime, au temps de la montée révolutionnaire de la bourgeoisie qu'il s'agissait de faire oublier au profit de l'enfant-oiseau préparant pieusement sa propre mort.

L'œuvre est donnée à la télévision, ce qui est bien, à 22 h 30, ce qui correspond à un horaire d'écoute peu populaire et après « Au théâtre ce soir », émission spécialisée dans les vaudevilles les plus frelatés, ce qui est significatif d'une hiérarchie culturelle.

L'un des plus beaux enregistrements de l'histoire du disque de Mozart vient de reparaitre en série « économique », direction Bruno Walter, chez CBS.

## télévision

Vendredi 27 février

### TF 1

20.00 Journal  
20.30 Au théâtre ce soir : Histoire d'une bourgeoise dont le problème est de ne pas avoir de problèmes ; l'émission sur l'A2 à propos des Debré risque d'être plus drôle.  
22.30 Requiem de Mozart  
Concert public donné à Lisbonne par le chœur et l'orchestre symphonique de la fondation Gulbenkian (cf. billet).

### A 2

17.30 Fenêtre sur...  
Témoignage sur le peintre Francis Picabia (cf. l'article ci-contre).  
20.00 Apostrophes  
3 Debré, 3 générations. On connaît mieux Michel. Des dizaines de milliers de jeunes lui ont donné la réponse qu'il fallait au sujet de ses fantasmes sur la natalité (« Ah, si ta mère avait connu l'avortement »). Le père et le fils font figure de démocrates à côté ; mais dans le fond, c'est tous les mêmes, qu'ils parlent de la misère des hôpitaux, de la Chine ou de l'armée. A voir pour se méfier.  
22.25 Ciné-club. Les Hommes contre (cf. billet).

### FR 3

19.55 Flash-journal  
20.30 Service public : enquête sur le bruit  
21.25 Europa nostra  
La protection du patrimoine architectural en Europe.

## billet A2

### Un chef-d'œuvre antimilitariste

Il ne faut pas manquer « Les hommes contre » de Francesco Rosi.

1916 : revers après revers, les armées italiennes s'enfoncent dans le désastre dont le nom est presque devenu un nom commun : Caporetto. Les officiers, aristocrates ou grands bourgeois cyniques, font donner insoûciamment la chair à canons contre les autrichiens. Des scènes hallucinantes, comme celle de l'assaut contre les barbelés avec des pincés qui... ne coupent pas, aussi fortes que celles qui ont fait la célébrité des *Sentiers de la gloire*. Un jeune officier n'accepte pas de jouer le jeu de la boucherie...

Plastiquement, *Les hommes contre* est aussi un chef-d'œuvre : nous gardons notamment le souvenir d'une couleur saisissante, jamais revue. La télé restituera-t-elle cette atmosphère, cette perfection ?

italie

## A ROME 2000 DELEGUES DES ENTREPRISES EN CRISE

A l'appel des trois centrales syndicales (CGIL, CISL et UIL), 2000 délégués des entreprises en crise sont réunis à Rome afin d'étudier la situation de l'emploi en Italie.

Cette réunion, préparée par les sommets syndicaux répond aux pressions toujours plus fortes exercées par les travailleurs licenciés ou en voie de l'être, pour que la question de l'emploi soit placée au centre des luttes syndicales actuelles. Depuis plusieurs mois le chômage s'est profondément aggravé en Italie. Les grandes multinationales ont donné le ton: Innocenti-British Leyland a licencié les 4500 ouvriers de son usine de Milan, Singer a décidé de fermer son entreprise de Turin à la fin de Janvier, licenciant 1800 personnes; la Ducati (Thomson) a décidé de transférer son usine de Bologne au Brésil (faisant perdre leur emploi à 2500 employés)... Parallèlement des centaines de petites entreprises ferment leur porte dans tout le pays. Un mouvement très vaste d'occupations s'est développé depuis le début décembre (plus de 100 usines occupées, dont l'Innocenti, la Ducati...).



Pour répondre à une telle situation un véritable congrès des ouvriers des usines en crise, préparé par une large discussion et mobilisation à la base aurait permis d'ébaucher la centralisation qui s'impose. Face à cela, l'initiative des directions syndicales, si elle répond aux pressions de la base, représente cependant une diversion par rapport aux batailles centrales en cours pour les contrats collectifs. On a vu en effet que les directions syndicales se sont refusées

à placer la question de l'emploi au centre des batailles contractuelles, rejetant le mot d'ordre largement mis en avant par les travailleurs dans les usines de réduction de la semaine de travail à 35 heures. Ils s'efforcent de plus d'éviter toute initiative autonome des travailleurs dans les luttes pour les contrats, cherchant à éviter une confrontation globale sur les problèmes brûlants de l'emploi. Les secrétaires généraux Lama et Storti ont fait récemment des

déclarations pour expliquer qu'il n'était pas si grave de perdre son emploi pour un ou deux ans (avec compensation salariale) si on avait la garantie de le retrouver après ce délai. Ils ont oublié de préciser quelle était cette garantie. La bonne volonté du patronat? Les milliers de travailleurs qui occupent leurs usines contre les décisions patronales montrent qu'ils comptent moins sur cette dernière que sur leurs propres forces.

Anna Libera

armée

Il reste encore deux otages entre les mains de la « Méduse »

## LIBEREZ STAMBOULI ET BAUDOQUIN

Monsieur le juge Gallut est sans doute allé prendre ses vacances de neige. En ces temps de lettres de cachets, où l'on a un descendant indirect de Louis XV au pouvoir, cela suffit pour maintenir deux des cinquante-trois inculpés en prison.

Quelle peut bien être la raison? Administrative? Politique? Pour conserver les deux derniers otages? Un à un, Gallut, dit la Méduse, a relâché les soldats et les syndicalistes emprisonnés. A-t-il donc besoin de deux victimes pour exercer son chantage, pour laisser pendre une épée de Damoclès sur la tête de tous ceux qui ont lutté et continuent à lutter pour les libertés démocratiques à l'armée?

Comme on dit familièrement, cela commence à être un peu « fort de tabac ». Il n'y a aucune limite à cet arbitraire scandaleux et permanent.

La seule force de Gallut c'est le silence et la division. Le silence de la grande presse et de « l'opinion publique » à laquelle on a fait croire que l'affaire était close en douceur, et le silence surtout de ceux qui ont fait en catimini le premier meeting unitaire des grandes organisations ouvrières, il y a une semaine à peine à la Bourse du travail à Paris...

L'élémentaire réflexe aujourd'hui, c'est de dire qu'il n'y a pas de préalables à la réalisation de l'unité la plus large afin d'AGIR pour libérer les deux derniers emprisonnés et pour faire cesser toutes les poursuites engagées. Le front unique de tout le mouvement ouvrier sans exclusives doit et peut faire échec à « la Méduse » et au pouvoir commanditaire.

Le Comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés poursuit la campagne. Dans les échéances prochaines, il s'est adressé aux dix organisations de jeunesse qui ont prévu une journée d'action le 4 mars afin de la réaliser en commun.

### Nouveaux accidents dans les centrales américaines

## L'ENERGIE NUCLEAIRE EN ACCUSATION

Pour toute l'année 1975, aux Etats-Unis, Westinghouse n'a obtenu que quatre commandes de

réacteurs nucléaires, General Electric une, les trois autres constructeurs, aucune. R. Mc Cormac, vice-président de General Atomic déclare: « Nous sommes la plus complexe, la plus coûteuse et la moins rentable de toutes les industries. Franchement, nous sommes une industrie malade. » Business Week titre sur « l'éclipse de l'atome ». Selon une récente estimation de l'hebdomadaire US News and World report, les 3/4 des centrales en construction ou à l'état de projet ont actuellement des ennuis graves.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer la décision récente de trois ingénieurs qui ont décidé d'abandonner leurs postes grassement payés au sein de la division nucléaire de General Electric et qui ont rejoint le mouvement californien contre l'énergie atomique. Dans sa

lettre de démission, l'un d'eux déclare: « l'énergie nucléaire est devenue un monstre technologique et je ne suis plus convaincu qu'elle soit techniquement sûre. » Un autre, R. Pollard, quitte la commission fédérale de contrôle nucléaire et affirme à propos d'Indian Point, centrale implantée à 70 km de New York: « Si j'en avais le pouvoir, je fermerai Indian Point. Il faudra beaucoup de chance pour qu'un accident ne s'y produise pas un jour ou l'autre... » Ces démissions vont donner une nouvelle vigueur aux protestations des adversaires de l'énergie nucléaire.

Il ne se passe pas une semaine sans que soient signalés divers incidents et de nombreux scientifiques n'hésitent plus à prévoir une catastrophe du type de celle qui fut évitée de justesse en mars dernier

dans l'Alabama, quand un grave incendie, survenu dans la centrale Browns-Ferry détruisit les dispositifs de sécurité prétendus à toute épreuve... Mais tout cela, c'est aux Etats-Unis.

En France, pendant ce temps, le nucléaire continue à se vendre: Framatome, la filiale franco-belge de Westinghouse, vient de recevoir d'EDF dix commandes fermes plus huit options. Le gouvernement s'apprête à autoriser la construction, sur le même site, de quatre réacteurs géants de 1300 MWe chacun, dont aucun prototype ne fonctionne encore dans le monde et cela à moins d'une centaine de kilomètres de l'agglomération parisienne. Eurodif poursuit à Tricastin la construction d'une usine d'enrichissement d'uranium qui sera un véritable gouffre énergétique. La direction du

CEA accélère ses efforts pour la construction du centre de retraitement des combustibles irradiés de la Hague, avec l'espoir de faire de ce centre le plus grand cimetière mondial de déchets atomiques.

Ce que veut le pouvoir, c'est prendre de vitesse les mouvements anti-nucléaires et une opinion publique de plus en plus hostile et qui se mobilise contre l'implantation de nouvelles centrales. La direction du CEA et d'EDF, et surtout les firmes multinationales qui escomptent d'énormes profits de l'industrie liée au nucléaire, n'hésitent pas à prendre de plus en plus de risques... pour les travailleurs et l'ensemble de la population. L'année 1976 sera décisive pour mettre un coup d'arrêt aux dangereux projets du pouvoir.

LESAGE

### dernières nouvelles

#### CHILI: ATTENTAT CONTRE LE PRESIDENT DE LA DEMOCRATIE CHRETIENNE

La maison de vacances du président de la démocratie chrétienne a été détruite par une explosion. M. Patricio Aylwin et sa famille étaient alors absents de leur domicile. Des tracts, signés de l'« Alliance Anti-révolutionnaire » ont été trouvés sur les lieux, affirmant: « Nous avons agi en Argentine, en Uruguay, et en Bolivie. Nous som-

mes maintenant au Chili. Mort aux traîtres ». Un certain nombre de tracts, menaçant de mort leur destinataire auraient été envoyés à quelques personnalités de la DC. Cette information est à rapprocher des dernières prises de position de la DC qui, après avoir fait le lit de la junte de Pinochet, commence depuis quelque mois à se démarquer.

#### Clermont-Ferrand: facs en grève!

Grève hier dans les facs à l'appel des personnels enseignants, techniques et administratifs contre les projets de partition de l'Univer-

sité. La majorité des étudiants s'est jointe à la grève. En Droit et Sciences Eco, en lutte sur leurs propres revendications, la grève est totale depuis 8 jours, animée par un comité central de grève.

Dans le même temps, les étudiants de Toulouse manifestant devant le siège de l'Union régionale des groupements patronaux se sont heurtés aux flics. Il y a eu quelques bagarres, mais pas d'arrestations.

#### COLOMBIE: L'ARMEE OCCUPE

Le gouvernement a fait procéder à l'occupation militaire de la raf-

finerie de Barrancabermeja, dans le centre du pays dont les 8000 travailleurs projetaient de se mettre en grève. Cette décision intervient peu de temps après que l'armée ait occupé les locaux de l'administration des impôts.

#### PORTUGAL SIGNATURE DE L'ACCORD MFA-PARTIS

La plateforme d'accord constitutionnel pour quatre ans les forces armées aux cinq partis les plus représentatifs du Portugal a été signée jeudi soir au palais de Belem vers 20 h. De même le président

Costa Gomes a annoncé que les élections législatives se tiendraient le 25 avril prochain.

#### DEBRE: RACISTE ANTI-BELGE

Debré défend encore la France! Cette fois contre un député belge, M. Glinné, socialiste, qui vient de qualifier Chirac de « réactionnaire » dans l'affaire des comités de soldats. « Intolérable immixtion d'étrangers » dit notre xénophobe Debré, « de quel droit un parlementaire belge (!) peut-il poser une question écrite au conseil des communautés européennes »